

Résultats financiers neuf premiers mois 2020



Solide performance opérationnelle au 3e trimestre 2020 avec un gain net de 10.000 abonnés haut débit, 21.700 abonnés mobiles en postpayé et 22.400 clients FMC.

Solide performance financière sur les 9 premiers mois de 2020 justifiant une révision à la hausse partielle de nos prévisions pour l'exercice 2020 comme détaille ci-dessous, tout en confirmant nos prévisions pour la période 2018-2021.

Politique de rémunération des actionnaires renforcé avec un dividende brut total envisagé de 2,75 € par action, dans le haut de la fourchette de 50-70% et fixé comme plancher pour l'avenir.

L'information ci-jointe constitue de l'information réglementée au sens de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 concernant les obligations des émetteurs des instruments financiers qui sont admises à la négociation sur un marché réglementé. Information privilégiée..

Malines, 29 octobre 2020 – Telenet Group Holding SA ('Telenet' ou la 'Société') (Euronext Bruxelles: TNET) publie ses résultats consolidés (non audités) pour les neuf mois se terminant le 30 septembre 2020. Les résultats sont conformes aux International Financial Reporting Standards tels qu'approuvés par l'Union européenne ('IFRS-UE').

FAITS MARQUANTS

- Solide croissance continue des clients FMC, qui atteignaient 621.300 au 30 septembre 2020, soit une hausse de 22% en glissement annuel, représentant un taux de convergence total de 32% et générant un afflux net de 21.700 abonnés mobiles en postpayé sur le trimestre.
- La proportion croissante de clients « multiple play » et d'abonnés haut débit du segment supérieur et l'avantage de certaines révisions tarifaires ont conduit à une saine croissance de 2% en glissement annuel de l'ARPU fixe par relation client, qui s'établit à 58,3 € pour les 9 premiers mois de 2020. Au 3^e trimestre 2020, l'ARPU fixe par relation client a augmenté de 1% en glissement annuel.
- Chiffre d'affaires pour les 9 premiers mois de 2020 et le 3^e trimestre 2020 de 1.910,1 millions € et 637,9 millions €, respectivement stable et en baisse de 2% en glissement annuel, ceci incluant les impacts de l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019) et de la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1^{er} avril 2020). Sur une base remaniée⁽¹⁾, notre chiffre d'affaires des 9 premiers mois de 2020 et du 3^e trimestre 2020 a diminué d'un peu plus de 2% et d'un peu plus de 1% en glissement annuel en raison d'une baisse significative des autres produits suite aux effets de la pandémie de COVID-19. En excluant les autres produits, notre chiffre d'affaires tant en base rapportée que remaniée pour les deux périodes est globalement stable par rapport à la même période de l'année dernière, conformément à nos prévisions.
- Bénéfice net de 298,1 millions € (T3 2020 : 113,2 millions €, +30% en glissement annuel) pour les 9 premiers mois de 2020 (+109% en glissement annuel), soutenu par des charges financières en forte baisse sur la période, des charges d'impôt sur le résultat en diminution et un gain de 28,5 millions € sur la vente d'actions d'une filiale.
- Adjusted EBITDA⁽²⁾ de 1.041,1 millions € et 343,1 millions € pour les 9 premiers mois de 2020 et le 3^e trimestre 2020, soit +2% et -5% en glissement annuel en base rapportée, ceci incluant les effets non organiques susmentionnés. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA a augmenté de 1% en glissement annuel sur les 9 premiers mois de 2020 et a diminué de 2% par rapport au 3^e trimestre 2019 et reflète l'augmentation des frais de vente et de marketing au troisième trimestre en raison de l'activité commerciale en hausse.
- Dépenses d'investissement à imputer⁽³⁾ de 427,5 millions € pour les 9 premiers mois de 2020, un chiffre stable en glissement annuel qui équivaut à environ 22% du chiffre d'affaires de la période. En excluant la comptabilisation des droits de diffusion de la Premier League de football britannique en 2019 et de quelques droits de diffusion en 2020, nos dépenses d'investissement à imputer ont augmenté de 6% en glissement annuel. Au 3^e trimestre 2020, nos dépenses d'investissement à imputer ont augmenté de 8% en glissement annuel pour atteindre 129,9 millions €, soit environ 20% du chiffre d'affaires, principalement

en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnées, au développement de produits et d'IT.

- Flux de trésorerie opérationnel disponible⁽⁴⁾ de 619,6 millions € pour les 9 premiers mois de 2020 (3^e trimestre 2020 : 218,7 millions €), en baisse de 1% en glissement annuel, l'augmentation de l'Adjusted EBITDA ayant été plus que compensée par la hausse des dépenses d'investissement en espèces. Si l'on exclut l'impact de l'IFRS 16 et la comptabilisation des droits de diffusion du football, le flux de trésorerie opérationnel disponible est globalement stable pour les 9 premiers mois de 2020 et en baisse de 8% pour le 3^e trimestre 2020.
- Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, affectés aux activités d'investissement et affectés aux activités de financement de 729,9 millions €, 336,5 millions € et 410,6 millions € respectivement pour les 9 premiers mois de 2020. Le flux de trésorerie disponible ajusté⁽⁵⁾ pour les 9 premiers mois de 2020 a diminué de 4% en glissement annuel pour s'établir à 258,5 millions €, avec une contribution négative de 5,4 millions € au 3^e trimestre 2020 en raison du paiement de l'impôt annuel sur les sociétés en septembre. Notre flux de trésorerie disponible ajusté pour les 9 premiers mois de 2020 inclut une baisse de 54,0 millions € au titre de notre programme de financement par le fournisseur, comparativement à un gain par rapport à l'année dernière. En excluant cet impact, le flux de trésorerie disponible ajusté aurait enregistré une croissance positive.
- Le TCAC^(a,b) de flux de trésorerie opérationnel disponible de 6,5 à 8,0% attendu pour la période 2018-2021 est maintenu. Prévisions pour l'exercice 2020 partiellement revues à la hausse, avec comme objectif (i) une baisse du chiffre d'affaires en base remaniée^(c) d'environ 2%^(d), (ii) un chiffre d'affaires hors autres produits en base remaniée stable par rapport à l'exercice 2019^(d,e), (iii) un Adjusted EBITDA en base remaniée globalement stable au lieu d'une baisse d'environ 1% prévue antérieurement^(a), (iv) un flux de trésorerie opérationnel avec une croissance de 1 à 2%^(a, b) et (v) un flux de trésorerie disponible ajusté maintenu dans le bas de la fourchette de 415,0 millions € à 435,0 millions €^(a, f).
- Compte tenu d'une solide conversion sous-jacente de notre flux de trésorerie disponible ajusté et d'un flux de trésorerie opérationnel disponible sain prévu tant pour l'exercice 2020 que pour la période 2018-2021, le conseil d'administration a décidé de renforcer la politique existante de rémunération des actionnaires. Tandis que l'objectif d'endettement net total de 4.0x (y exclus d'acquisitions majeures et/ou de changements significatifs au niveau de nos activités ou du cadre réglementaire) a été réaffirmé, le conseil d'administration a introduit un plancher de 2,75 € par action pour les dividendes à venir. Ce plancher ne suppose aucun changement significatif dans nos activités ou dans le cadre réglementaire et remplace la fourchette de distribution de 50 à 70% précédemment communiquée. Le conseil d'administration a l'intention de distribuer un dividende intercalaire brut de 1,375 € par action (à proposer à l'Assemblée Générale Spéciale de décembre 2020 et à payer peu après) suivi d'un dividende brut de 1,375 € par action en mai prochain sous réserve de l'approbation du conseil d'administration et des actionnaires et en absence des changements significatifs au niveau de nos activités ou du cadre réglementaire. Ceci représente une somme de 2,75 € par action, en ligne avec le plancher mentionné ci-dessus.

(a) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le flux de trésorerie opérationnel disponible et le flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établissons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnel inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établissons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(b) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile, et à l'exclusion de l'impact d'IFRS 16 sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(c) Y compris les produits et l'Adjusted EBITDA pré-acquisition de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) et à l'exclusion des produits et de l'Adjusted EBITDA de Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020).

(d) Par rapport au chiffre d'affaires publié pour l'exercice 2019, de même que par rapport au chiffre d'affaires excluant les autres produits pour l'exercice 2019, notre prévision de chiffre d'affaires pour l'exercice 2020 serait globalement stable.

(e) Les autres produits comprennent (i) les revenus d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, (ii) les recettes publicitaires et revenus de production de De Vijver Media NV, entièrement consolidée à compter du 3 juin 2019, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs tels que détaillés au point 2.1 Produits.

(f) En supposant que certains paiements de licences du spectre mobile se produiront au 4e trimestre 2020 et que le paiement de l'impôt dû sur l'exercice 2019 ne se produira pas avant le début de 2021.

Pour les neuf mois se terminant au 30 septembre	2020	2019	Variation %
CHIFFRES CLÉS FINANCIERS (en millions €, sauf montants par action)			
Produits	1 910,1	1 910,6	— %
Résultat opérationnel	467,1	513,2	(9)%
Bénéfice net de la période	298,1	142,9	109 %
Marge bénéfice net	15,6 %	7,5 %	
Bénéfice ordinaire par action en €	2,73	1,30	110 %
Bénéfice dilué par action en €	2,73	1,30	110 %
Adjusted EBITDA ⁽²⁾	1 041,1	1 024,5	2 %
Marge Adjusted EBITDA	54,5 %	53,6 %	
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) ⁽³⁾	421,5	397,2	6 %
Dépenses d'investissement à imputer en tant que % des produits (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) ⁽³⁾	22,1 %	20,8 %	
Flux de trésorerie opérationnel disponible ⁽⁴⁾	619,6	627,3	(1)%
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	729,9	754,0	(3)%
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(336,5)	(304,5)	11 %
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(410,6)	(455,3)	(10)%
Adjusted Free Cash Flow ⁽⁵⁾	258,5	270,1	(4)%
CHIFFRES CLÉS OPERATIONNELS (SERVICES TOTAUX)			
Télévision câblée	1 822 500	1 881 700	(3)%
Télédistribution de base ⁽⁶⁾	131 400	176 400	(26)%
Télévision premium ⁽⁷⁾	1 691 100	1 705 300	(1)%
Internet haut débit ⁽⁸⁾	1 686 500	1 659 200	2 %
Téléphonie fixe ⁽⁹⁾	1 184 600	1 221 200	(3)%
Téléphonie mobile ⁽¹⁰⁾	2 821 700	2 778 900	2 %
Postpayé	2 416 600	2 324 800	4 %
Prépayé	405 100	454 100	(11)%
Clients triple play	1 089 700	1 117 000	(2)%
Services par relation client ⁽¹¹⁾	2,29	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) ⁽¹¹⁾⁽¹²⁾	58,3	57,4	2 %

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

John Porter, Chief Executive Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :

"J'espère que vous êtes tous en bonne santé, de même que vos familles et vos proches, à l'heure où la pandémie de COVID-19 est toujours en cours et qu'elle gagne même, malheureusement, en intensité ces dernières semaines. Dans ce contexte, nous avons pris la décision d'étendre le télétravail à presque tous nos collaborateurs jusqu'à la fin de l'année. En lien avec notre transformation vers un modèle opérationnel « agile », nous voyons clairement une accélération du processus de numérisation, tant en interne qu'à l'extérieur. Les interactions numériques avec nos clients ont pratiquement été multipliées par 1,5 depuis le début de la pandémie de COVID-19 si l'on compare avec la même période de l'an dernier. La proportion de ventes en ligne et d'auto-installations a encore augmenté respectivement de 2 et 13 points de pourcentage. Les transferts de données en amont et en aval sur notre réseau HFC à vitesse Gigabit ont augmenté respectivement de 40% et 20% depuis début mars. Cela a aussi déclenché parmi notre clientèle une montée en gamme vers des forfaits offrant des vitesses supérieures, la vitesse moyenne pondérée de téléchargement par client s'établissant à 208 Mbps au troisième trimestre, soit 16% de plus qu'à la même période de l'an dernier. Dans ce contexte, nous avons réussi à accroître l'ARPU par relation client de 2%, à 58,3 €, sur les neuf premiers mois de l'année.

Je suis très heureux que nous ayons pu maintenir la dynamique commerciale positive que nous avons au premier semestre de cette année, démontrant ainsi notre capacité de résister à l'impact de la pandémie de COVID-19. Le nombre de nos abonnés au 30 septembre 2020 prenait en compte la récupération réussie de certains abonnés non payants, que nous avons retirés de nos comptes à la fin du 2e trimestre 2020 conformément à notre politique comptable, même si nous n'étions autorisés à les déconnecter effectivement qu'à partir du 1er juillet en raison de règles COVID-19 particulières imposées par l'IBPT, le régulateur national des télécommunications. Nous avons réussi à élargir davantage notre base d'abonnés FMC pour atteindre 621.300 clients, ce qui représente une augmentation nette de 22.400 clients au troisième trimestre et ce qui porte le taux de convergence totale à 32%, soit une hausse de 250 points de base en glissement annuel. La belle progression en FMC a aussi favorisé un solide gain net de 21.700 abonnés mobiles en postpayé, ce qui se traduit par un taux d'attachement mobile de 42%, soit une augmentation de 700 points de base en glissement annuel. Et grâce au succès de nos promotions d'été et de rentrée scolaire, nous avons pu à nouveau élargir notre clientèle haut débit de 10.000 RGU en chiffres nets. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif en croissance, ce qui atteste de la solidité de notre activité de connectivité centrale. Au sein du mix, nos offres résidentielles haut débit ont été particulièrement performantes avec un gain net de 8.100 abonnés.

Nous avons enregistré une création de valeur positive constante au troisième trimestre dans le segment SOHO, avec des nouvelles ventes solides en chiffres nets. Les créances douteuses sont restées sous contrôle et la clientèle FMC « KLIK » s'est élargie de 17% en glissement annuel. Dans le segment PME/GE, les ventes en cybersécurité sont restées excellentes (+32% en glissement annuel), ceci en mettant davantage l'accent sur les services récurrents. Nous avons lancé de nouvelles offres SD WAN et FWaaS (Firewall as a Service) avec déjà plusieurs grandes entreprises sous contrat. Notre chiffre d'affaires B2B s'est bien maintenu dans l'ensemble, la baisse de 2% en glissement annuel étant entièrement attribuable à une moindre contribution de l'activité d'intégrateur ICT que nous avons acquise.

Nous avons franchi une nouvelle étape majeure dans notre activité de divertissement avec le lancement à la mi-septembre de Streamz, la joint-venture entre Telenet et DPG Media, offrant une toute nouvelle plate-forme de streaming local avec des contenus flamands et internationaux de premier ordre. L'excellent déroulement de ce lancement nous ravit et démontre que Streamz constitue le bon pas dans la mise en œuvre de notre stratégie de divertissement connecté. Nous avons également lancé les premières rencontres internationales du jeu de réalité virtuelle « The Park » aux Pays-Bas. Au cours des deux dernières années, les arcades de réalité virtuelle ont déjà accueilli plus de 120.000 personnes et grâce à ce succès retentissant, The Park s'est étendu par-delà la frontière à Breda et Eindhoven.

Comme Erik l'expliquera ci-dessous, Telenet a affiché des résultats financiers solides sur les neuf premiers mois de l'année. Ceci nous encourage à relever notre prévision pour l'Adjusted EBITDA en base remaniée de l'exercice, prévoyant à présent un chiffre globalement stable au lieu d'un recul d'environ 1%^(a). Compte tenu d'une solide conversion de flux de trésorerie disponible ajusté et de la bonne exécution de notre plan triennal, le conseil d'administration a décidé de renforcer le profil de rémunération des actionnaires de Telenet tel que présenté lors du Capital Markets Day de décembre 2018. Comme vous le verrez ci-dessous, notre nouvelle politique vise à trouver un équilibre entre des distributions d'actionnaires attractives d'une part, tout en préservant le caractère facultatif des opportunités de fusions-acquisitions à valeur ajoutée dans le futur, d'autre part. En supposant qu'il n'y ait pas de changement significatif dans nos activités ou dans le cadre réglementaire, le conseil d'administration a instauré un dividende plancher de 2,75 € par action, remplaçant la fourchette de distribution de 50 à 70% précédemment communiquée. Le dividende brut proposé de 2,75 € par action se compose d'un dividende intercalaire brut de 1,375 € par action (prévu en décembre 2020 et soumis à l'approbation des actionnaires) et d'un dividende brut de 1,375 € par action (à payer en mai de l'année prochaine, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration et des actionnaires et en supposant qu'il n'y ait pas de changement significatif dans nos activités ou dans le cadre réglementaire)."

(a) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le flux de trésorerie opérationnel disponible et le flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établissons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnel inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établissons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

Erik Van den Enden, Chief Financial Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :

"Malgré l'impact de la pandémie de COVID-19 sur certains pans de nos activités, notamment au cours du deuxième trimestre, nous avons réalisé une solide performance financière sur les neuf premiers mois de l'année. Pour les neuf premiers mois de l'année, nous avons généré des produits pour 1.910 millions €, ce qui était stable par rapport aux 9 premiers mois de 2019 en base rapportée et représente une diminution de 2% en base remaniée. Ceci reflète principalement la baisse de 12% de nos autres produits en base remaniée en raison de la pandémie de COVID-19 (globalement stable en base rapportée en glissement annuel), ce qui inclut entre autres les revenus d'interconnexion, les revenus liés aux combinés et les recettes publicitaires et revenus de production chez De Vijver Media. Au 3e trimestre 2020, nous avons généré des produits pour 638 millions €, ce qui représente une diminution de 2% et de 1% en glissement annuel en base rapportée et remaniée. Si l'on exclut les autres produits pour les deux périodes, notre chiffre d'affaires en base remaniée est resté stable tant pour les 9 premiers mois de 2020 que pour le 3e trimestre 2020 (globalement stable sur glissement annuel en base rapportée), la baisse des revenus B2B (liée à l'impact du COVID-19 sur notre activité d'intégrateur ICT) dans les deux périodes ayant été entièrement compensée par une hausse des revenus d'abonnements récurrents.

Nous avons maintenu une stricte maîtrise des coûts tout au long de l'année, ce qui s'est traduit par une diminution de 2% et 5% de nos charges d'exploitation totales en base rapportée et remaniée par rapport à la même période de l'année dernière. À l'exception de nos coûts d'exploitation du réseau, tous nos postes de coûts ont affiché une amélioration par rapport à la même période de l'année précédente et reflètent l'impact de la pandémie de COVID-19 sur nos activités. Nous avons réalisé un bénéfice net de 298 millions € et 113 millions € pour les 9M 2020 et T3 2020, en hausse respectivement de 109% et 30% en glissement annuel, principalement en raison (i) d'une charge financière nette en baisse significative sur la période, (ii) une charge d'impôt moindre et (iii) un gain de 29 millions € sur la vente d'actions d'une filiale. Nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 1.041 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, ce qui représente une légère hausse de moins de 1% en base remaniée. Nous avons réussi à accroître notre marge d'Adjusted EBITDA en base remaniée de 150 points de base par rapport à la même période de l'an dernier pour atteindre 54,5%. Au 3e trimestre 2020, l'Adjusted EBITDA était de 343 millions €, ce qui représente une diminution de 2% par rapport à la même période de l'année dernière sur une base remaniée, une évolution qui résulte, entre autres facteurs, des frais de vente et de marketing en hausse durant le trimestre. À partir du troisième trimestre 2020, notre Adjusted EBITDA est impacté par les changements apportés au résultat comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour nos packages de divertissement premium et les droits de diffusion du football belge en raison de changements liés aux contrats sous-jacents.

Notre flux de trésorerie opérationnel disponible a atteint 620 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (T3 2020 : 219 millions €), ce qui représente une baisse de 1% en glissement annuel, l'augmentation susmentionnée de l'Adjusted EBITDA ayant été plus que contrebalancée par la hausse des dépenses d'investissement à imputer (hors comptabilisation des droits de diffusion de la Premier League de football britannique). Si l'on exclut l'impact de l'IFRS 16 et la comptabilisation des droits de diffusion du football, notre flux de trésorerie opérationnel disponible a été globalement stable.

Enfin, la trésorerie nette générée par nos activités d'exploitation a atteint 730 millions € au total, soit une diminution de 3% en glissement annuel comme (i) une diminution des impôts en espèces par rapport à 2019, (ii) l'augmentation susmentionnée de l'Adjusted EBITDA et (iii) une diminution des intérêts en espèces et des frais de produits dérivés suite aux récentes opérations de refinancement étaient plus que contrebalancés par la diminution de 94 millions € de notre fonds de roulement par rapport à la même période de l'année dernière. Notre flux de trésorerie disponible ajusté a atteint 259 millions € pour les 9 premiers mois de 2020 (-4% en glissement annuel) avec, au 3e trimestre 2020, une contribution au flux de trésorerie disponible ajusté négative de 5 millions € en raison du paiement de l'impôt des sociétés en septembre. Notre flux de trésorerie disponible ajusté pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 incluait une moindre contribution de 54 millions € de notre programme de financement par le fournisseur, comparativement à un gain de 39 millions € pour les 9 premiers mois de 2019. En excluant ces impacts liés au financement par le fournisseur, notre flux de trésorerie disponible ajusté aurait augmenté en glissement annuel.

Au vu des neuf premiers mois et des perspectives futures, nous sommes sur de bons rails par rapport à nos prévisions pour l'exercice et nous nous attendons, compte tenu de l'évolution à ce jour, à dépasser l'Adjusted EBITDA prévu en base remaniée. Nous relevons dès lors à 'globalement stable' notre prévision pour l'Adjusted EBITDA en base remaniée de l'exercice, qui était d'environ -1%^(a). Tous les autres chiffres prévisionnels pour l'année sont maintenus. Pour rappel, notre tableau prévisionnel suppose l'absence de reconfinement total d'ici la fin de l'année.

Compte tenu d'une solide conversion sous-jacente de flux de trésorerie disponible ajusté et un niveau solide du flux de trésorerie opérationnel disponible tant pour l'exercice 2020 que pour la période 2018-2021, le conseil d'administration a décidé de renforcer la politique existante de rémunération des actionnaires. Notre nouvelle politique vise à atteindre un équilibre entre des distributions d'actionnaires attractives d'une part, tout en préservant le caractère optionnel afin de poursuivre des opportunités de fusions et acquisitions dans le futur en revanche. Tandis que l'objectif d'endettement net total de 4.0x a été réaffirmé en l'absence d'acquisitions notables et/ou de changements significatifs dans nos activités ou dans le cadre réglementaire, le conseil d'administration a introduit un plancher de 2,75 € par action pour les dividendes à venir. Ce dividende plancher ne suppose aucun changement significatif dans nos activités ou dans le cadre réglementaire et remplace la fourchette de distribution de 50 à 70% précédemment communiquée. Ce faisant, le conseil d'administration a l'intention de consacrer une part plus importante des flux de trésorerie disponibles ajustés aux dividendes récurrents. Le reste de nos flux de trésorerie disponibles ajustés peut encore être pris en considération pour des acquisitions relatives, des dividendes extraordinaires, des rachats d'actions supplémentaires, une réduction de la dette, ou une combinaison de ces affectations. Le conseil d'administration entend proposer un dividende brut total de 2,75 € par action (pour un total de 300 millions €), soit une hausse de 47% par rapport au niveau de l'année précédente et un chiffre qui se situe dans le haut de la fourchette de 50-70% mentionnée précédemment. Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale spéciale de décembre 2020 d'approuver le paiement d'un dividende intercalaire brut de 1,375 € par action. En cas d'approbation, le dividende intercalaire sera mis en paiement le 8 décembre 2020 et les actions Telenet seront négociées ex-dividende sur Euronext Bruxelles à compter du 4 décembre 2020. Le dividende intercalaire susmentionné est destiné à être payé tout comme un dividende brut de 1,375 € par action sous réserve de l'approbation par le conseil d'administration et les actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle prochaine et en supposant qu'il n'y ait pas de changement significatif dans nos activités ou dans le cadre réglementaire. En cas d'approbation, ce dividende serait alors mis en paiement au début du mois de mai l'année prochaine."

(a) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le flux de trésorerie opérationnel disponible et le flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établissons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnel inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établissons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

1 Faits marquants sur le plan opérationnel

CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

Fusion entre SFR-Coditel et Eltrona : Le 1^{er} avril 2020, nous avons cédé notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l., détenue à 100%, à Eltrona et racheté à Post Luxembourg une participation de 34% dans Eltrona. Suite à ces transactions, nous détenons désormais une participation de 50% moins 1 action dans Eltrona, le plus grand câblo-opérateur au Luxembourg. À compter du 1er avril 2020, SFR-Coditel n'est plus consolidée dans nos résultats opérationnels et financiers. Par voie de conséquence, nous avons déduit 47.700 résidences desservies, 9.500 relations clients et 18.500 RGU (télévision : 9.200 RGU, haut débit : 5.500 RGU et téléphonie fixe : 3.800 RGU) des décomptes d'abonnés consolidés tels que présentés ci-après et au point 4. *Statistiques d'exploitation intermédiaires consolidées.*

1.1 Packs de produits

VUE D'ENSEMBLE ET PACKS

Au 30 septembre 2020, nous servions 2.049.100 relations clients uniques, ce qui représentait environ 61% des 3.363.600 résidences desservies par notre principal réseau HFC (hybride fibre-coaxial) dans notre zone de couverture en Flandre et à Bruxelles. Notre réseau câblé est constitué d'un axe de fibre optique dense avec des boucles locales de connexion coaxiales et un spectre allant jusqu'à 1,2 GHz. Tant avec la technologie EuroDocsis 3.0 que 3.1, nous offrons des vitesses de téléchargement de données allant jusqu'à 1 Gbps dans toute notre zone de couverture, confirmant ainsi notre position de leader du marché en tant que fournisseur de services Internet le plus rapide.

Au 30 septembre 2020, nous fournissions 4.693.600 services fixes (« RGU ») comprenant 1.822.500 abonnements à la télévision, 1.686.500 abonnements à l'Internet haut débit et 1.184.600 abonnements de téléphonie fixe. Le nombre de nos abonnés au 30 septembre 2020 n'incluait plus nos anciens clients SFR-Coditel, ceci en raison de la fusion avec le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona comme indiqué ci-dessus. Par ailleurs, le nombre de nos abonnés au 30 septembre 2020 prenait en compte la récupération réussie de certains abonnés non payants, que nous avons retiré de nos comptes à la fin du 2e trimestre 2020, même si nous n'étions autorisés à les déconnecter effectivement qu'à partir du 1er juillet en raison de règles COVID-19 particulières imposées par l'IBPT, le régulateur national des télécommunications. Au sein de notre mix TV, environ 93% de nos abonnés en télévision ont opté pour notre plate-forme de télévision premium, générant un ARPU plus élevé. Les abonnés à la télévision premium profitent d'une expérience TV plus riche, avec l'accès illimité à un plus large éventail de chaînes numériques payantes en HD pour le sport, les séries et les films, une vaste bibliothèque de contenu national et international de vidéo à la demande (« VOD ») et notre plate-forme OTT « Yelo Play ». Au 30 septembre 2020, nous servions également 2.821.700 abonnés mobiles, dont environ 86% étaient abonnés à l'un de nos plans tarifaires mobiles ou fixes-mobiles convergents (« FMC »). Nous avons achevé le 3e trimestre 2020 avec un ratio de groupage de 2,29 RGU fixes par relation client unique, un chiffre stable par rapport à la même période de l'année précédente. Au 30 septembre 2020, environ 32% de nos abonnés au câble avaient souscrit à un pack quadruple play (à l'exclusion des abonnements mobiles sous la marque BASE), soit une belle progression de 250 points de base par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui confirme le succès persistant de notre stratégie de convergence fixe-mobile.

La croissance nette du nombre d'abonnés aux forfaits FMC est restée solide au 3e trimestre 2020, soit 22.400. Sur les neuf premiers mois de 2020, nous avons enregistré un gain net de 73.900 abonnés FMC, ce qui confirme à nouveau le potentiel de croissance de nos offres fixe-mobile entièrement intégrées. Au début du mois d'août 2020, nous avons lancé « YUGO Connect » et « YUGO All-in », doublant ainsi le nombre de packs disponibles dans la gamme YUGO. « YUGO Connect » et « YUGO All-in » comprennent tous deux l'Internet fixe ultra-rapide à 300 Mbps, jusqu'à 30 Go de données mobiles à partager sur un maximum de 2 cartes SIM et 300 minutes mobiles, notre offre de divertissement premium « Play » étant incluse dans le pack « YUGO Connect ». Au 30 septembre 2020, notre base de clients FMC, qui englobe nos clients (B2B) « WIGO », « YUGO » et « KLIK », atteignait un total de 621.300 clients, ce qui représente une hausse de 22% en glissement annuel.

REVENU MOYEN PAR RELATION CLIENT (ARPU)

L'ARPU, qui ne prend pas en compte les revenus de la téléphonie mobile et certains autres types de revenus, est l'une de nos principales données statistiques opérationnelles dans la mesure où nous visons à obtenir une plus grande part des dépenses en télécommunications et en divertissement de nos clients. Pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, l'ARPU mensuel par relation client a atteint 58,3 €, ce qui représente une saine progression de 2% par rapport aux neuf premiers mois de 2019. La croissance de l'ARPU par relation client a été déterminée par (i) une proportion plus élevée d'abonnés « multiple play » dans notre mix client général, (ii) une part plus importante d'abonnés du segment supérieur dans notre mix et (iii) l'impact favorable de la révision tarifaire d'août 2019, qui s'est éteint au cours du troisième trimestre 2020. Cette évolution favorable a été en partie contrebalancée par (i) une plus grande proportion de remises liées aux forfaits (y compris des promotions temporaires), (ii) une baisse des revenus hors forfait liés à l'utilisation et (iii) l'effet de la réaffectation de revenus d'abonnement liés aux forfaits comme indiqué au point 2. *Faits marquants sur le plan financier* Au 3e trimestre 2020, nous avons enregistré un ARPU mensuel par relation client de 58,2 €, ce qui représente une légère hausse de près de 1% en glissement annuel vu l'annualisation de l'avantage de la révision tarifaire d'août 2019.

1.2 Internet haut débit

Au 30 septembre 2020, nous servions 1.686.500 abonnés à l'Internet haut débit, ce qui inclut le retrait de 5.500 RGU au 2e trimestre 2020 suite à la fusion de Coditel S.à r.l. avec le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona. L'amélioration au niveau du gain net d'abonnés haut débit s'est poursuivie et s'est même accélérée au 3e trimestre 2020 pour atteindre 10.000 (9 premiers mois de 2020 : 27.600), soit notre meilleur résultat trimestriel depuis le 4e trimestre 2015. À l'intérieur du mix, nous avons observé un net accroissement dans le segment des consommateurs avec un gain net de 8.100 dans un contexte de demande croissante pour des solutions de connectivité à haut débit durant la pandémie de COVID-19. Le taux de désabonnement annualisé a sensiblement diminué, passant de 9,7% au 3e trimestre 2019 à 8,3% au 3e trimestre 2020, mais a augmenté par rapport au 2e trimestre 2020 en raison de l'impact du confinement lié au COVID et en particulier de la fermeture obligatoire de nos magasins durant cette période.

Nous avons livré plus de 68.000 boosters WiFi à nos clients au 3e trimestre 2020 dans le cadre de nos efforts visant à maximiser l'expérience client de connectivité à domicile. Nous servons actuellement une solide base installée de 713.000 clients équipés de notre solution plug-and-play de connectivité à domicile. Cela équivaut à environ 42% de notre clientèle haut débit, contre environ 30% il y a un an. Cinq ans après le lancement de notre programme de mise à niveau du réseau fixe « Les Grands Travaux du Réseau », nous avons commencé à commercialiser des vitesses de téléchargement de données de 1 gigabit par seconde dans toute notre zone de couverture via l'option « GIGA Speedboost » pour un supplément de 15 € par mois. Notre clientèle Gigabit SpeedBoost s'est agrandie de 11% au 30 septembre 2020 par rapport au trimestre précédent sous l'effet de la demande croissante pour une connexion Internet à très haut débit stimulée par la pandémie de COVID-19 en cours. Grâce au nivellement constant vers le haut de notre clientèle Internet haut débit, la vitesse moyenne pondérée de téléchargement a continué de s'accroître pour atteindre 208 Mbps au 30 septembre 2020. Cela représente une augmentation de 16% par rapport à la même période de l'année précédente. Au 3e trimestre 2020, nous avons continué d'observer une forte augmentation de 40% du trafic hors pointe à la fois entrant et sortant en raison de la pandémie de COVID-19. Le volume mensuel moyen utilisé par utilisateur a augmenté de 37% au 3e trimestre 2020 par rapport à la même période de l'an dernier.

1.3 Téléphonie fixe

Au 30 septembre 2020, nous servions 1.184.600 abonnés à la téléphonie fixe, ce qui représente une diminution de 3% par rapport à la même période de l'année dernière, ceci étant le reflet d'un déclin généralisé du marché et de la suppression de 3.800 RGU suite à la fusion susmentionnée de notre activité câble luxembourgeoise avec Eltrona. Par rapport au 30 juin 2020, notre base d'abonnés en téléphonie fixe s'est réduite de 10.800 RGU en chiffre nets organiques au 3e trimestre 2020 (9M 2020 : -24.100). À l'instar de l'Internet haut débit, le taux de désabonnement annualisé en téléphonie fixe a enregistré une nette amélioration de 160 points de base par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 9,4% au 3e trimestre 2020. Par rapport au trimestre précédent, le taux de désabonnement annualisé a

augmenté compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19 au 2e trimestre 2020 comme indiqué ci-dessus.

1.4 Téléphonie mobile

Notre base d'abonnés en téléphonie mobile, qui ne prend pas en compte les abonnés dans le cadre de nos partenariats commerciaux 'wholesale' et nos clients PME, atteignait 2.821.700 SIM à la fin du 3e trimestre 2020, dont 2.416.600 abonnés en postpayé. Les 405.100 abonnés mobiles restants sont des abonnés en prépayé sous la marque BASE. La croissance nette des abonnés mobiles en postpayé au 3e trimestre 2020 s'est nettement redressée après un 2e trimestre plutôt faible qui avait subi l'impact de la fermeture de nos points de vente physiques jusqu'à la mi-mai. Nous avons enregistré un gain net de 21.700 abonnés en postpayé au 3e trimestre 2020 (9M 2020 : 52.800). Notre base d'abonnés en prépayé a aussi légèrement augmenté pour la première fois depuis le 3e trimestre 2017, grâce notamment au lancement d'une toute nouvelle gamme de produits prépayés BASE et aux promotions temporaires 'Back To School'.

1.5 Télévision

TOTAL TELEVISION CÂBLÉE

Au 30 septembre 2020, les abonnés à nos services de télévision de base et premium atteignaient au total 1.822.500 RGU, ceci en tenant compte du retrait de 9.200 abonnés à la télévision suite à la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona. Cela représente une perte nette organique de 13.100 abonnés à la télévision au 3e trimestre 2020 (9M 2020 : -34.900). Cette perte nette ne tient pas compte des migrations vers nos services de télévision premium et représente les clients qui se désabonnent au profit de plateformes de concurrents, comme d'autres fournisseurs de services de télévision numérique, OTT et satellite, ou les clients qui résilient leur abonnement TV ou quittent la zone couverte par nos services. En octobre 2019, nous avons lancé notre campagne « Signal Switch » afin d'anticiper l'arrêt des signaux analogiques, tant en radio qu'en télévision, entre 2020 et 2021. Cela libérera de la capacité sur le réseau pour le trafic numérique sans cesse croissant. Nous avons décidé de reporter temporairement ce projet en raison des mesures de précaution prises dans le cadre de la crise du COVID-19. Ce projet sera relancé en fonction de l'évolution de la crise en cours.

TÉLÉVISION PREMIUM

Au 30 septembre 2020, 1.691.100 abonnés à la télévision avaient opté pour nos services de télévision premium, générant un ARPU plus élevé, ce qui leur permet de profiter d'une expérience TV beaucoup plus riche, avec notamment l'accès gratuit à notre application « Yelo Play » grâce à laquelle ils bénéficient d'une expérience unique en termes de contenu sur plusieurs appareils connectés à leur domicile et en déplacement. Cela inclut notre toute dernière plate-forme de télévision numérique, comprenant notre décodeur nouvelle génération basé sur le cloud avec des capacités de reconnaissance vocale, que nous avons lancée fin avril 2019. Le total d'abonnés à nos services de télévision premium a enregistré une petite perte nette de 4.600 RGU au 3e trimestre 2020 (9M 2020 : -1.600), le résultat trimestriel ayant été impacté par un taux de désabonnement plus élevé lié au report de la signature du contrat pour la retransmission du football belge avec Eleven Sports et par l'arrêt temporaire de notre campagne « Signal Switch ».

À la mi-septembre, nous avons lancé « Streamz », un service unique de streaming de DPG Media et Telenet, dans lequel nous détenons une participation de 50%. Par voie de conséquence, ni les résultats financiers ni les résultats opérationnels de la coentreprise ne sont consolidés dans nos comptes. Comme nous offrons à la fois « Streamz » et « Streamz+ » directement aux clients par le biais de notre plate-forme de télévision numérique, nous continuerons d'inclure le nombre de clients en divertissement premium que nous servons directement. Les revenus générés par ces abonnés directs au divertissement premium n'en sont pas affectés et restent inclus dans nos revenus d'abonnement à la télévision, tandis que les coûts liés au contenu sont comptabilisés en coûts directs (charges liées à la programmation) et ont par conséquent un impact sur l'Adjusted EBITDA. Veuillez vous reporter au point 2. Faits marquants sur le plan financier pour de plus amples informations.

Suite au lancement du service de streaming « Streamz », nous avons introduit un nouveau produit « Streamz+ » et rebaptisé « Streamz » l'ancien produit « Play » à côté duquel « Play More » continue d'exister. Nous sommes convaincus que la plate-forme Streamz bénéficie d'une position unique, combinant les

meilleures séries produites localement de l'ensemble des diffuseurs locaux VTM, Vier et Eén, auxquelles s'ajoutent les contenus internationaux à succès de HBO, en plus d'une vaste zone de contenus pour enfants, de films et de documentaires. Streamz est accessible à tous via l'appli Streamz, en ligne sur Streamz.be et par le biais de notre plate-forme de télévision numérique. Le nombre total de clients abonnés aux forfaits VOD « Streamz », « Streamz+ » et « Play Plus » a atteint 413.400 au 3e trimestre 2020.

À la fin du 3e trimestre 2020, nous comptons 213.300 clients « Play Sports », ce qui représente un gain net de 15.000 abonnés par rapport au 30 juin 2020. Cette belle performance a été favorisée par l'accord conclu avec Eleven Sports pour la diffusion du championnat belge de football. Contrairement au contrat précédent, le coût du nouveau contrat portant sur le football belge sera comptabilisé en tant que coût direct (frais liés à la programmation) et aura par conséquent un impact sur notre Adjusted EBITDA. Veuillez vous reporter au point 2. *Faits marquants sur le plan financier* pour de plus amples informations. Par ailleurs, « Play Sports » continue de diffuser plusieurs autres compétitions internationales de football, comme la Premier League britannique en exclusivité et – via les chaînes d'Eleven Sports – La Liga, Serie A et Bundesliga 1. D'autres sports comme le cyclo-cross, le basket-ball, le hockey, le tennis, le golf et les sports moteurs, feront toujours partie du bouquet.

2 Faits marquants sur le plan financier

CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

Croissance en base remaniée : Pour calculer les chiffres de croissance en base remaniée sur une base comparable pour les trois mois clôturés au 30 septembre 2020 et les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nous avons adapté les produits et l'Adjusted EBITDA historiques de manière à (i) inclure les produits et l'Adjusted EBITDA pré-acquisition de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019) dans les montants en base remaniée, (ii) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (iii) refléter les changements relatifs au résultat comptable IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu pour la période 1er août - 31 décembre dans nos montants en base remaniée pour les trois mois clôturés au 30 septembre 2019 et les neuf mois clôturés au 30 septembre 2019, ceci dans la même proportion que les produits et l'Adjusted EBITDA des entités en question et les effets comptables inclus dans nos résultats pour les trois mois clôturés au 30 septembre 2020 et les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020. Voir Définitions pour d'autres explications. Pour plus d'informations sur l'écart entre nos résultats financiers rapportés et remaniés, nous renvoyons à l'Annexe au présent communiqué de presse.

Affectation des produits d'abonnement liés aux forfaits : Suite au récent remaniement de notre portefeuille autonome en Internet haut débit, une part moins importante des revenus provenant de nos forfaits fixes et FMC est allouée aux revenus en Internet haut débit à compter du 1er janvier 2020. Cela a un impact négatif sur notre chiffre d'affaires en Internet haut débit, ceci étant entièrement compensé par une allocation plus élevée aux revenus en télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile. Le changement précité a aussi un impact sur l'ARPU par relation client (car celui-ci n'inclut pas les revenus de téléphonie mobile), mais n'a aucun impact sur nos revenus d'abonnement totaux.

Cadre comptable de la coentreprise Streamz et des droits de diffusion du football belge : À la mi-septembre, nous avons lancé « Streamz », un service unique de streaming de DPG Media et Telenet, dans lequel nous détenons une participation de 50%. Par voie de conséquence, ni les résultats financiers ni les résultats opérationnels de la coentreprise ne sont consolidés dans nos comptes. Comme nous offrons à la fois « Streamz » et « Streamz + » directement aux clients par le biais de notre plate-forme de télévision numérique, nous continuerons d'inclure le nombre de clients en divertissement premium que nous servons directement. Les revenus générés par ces abonnés directs au divertissement premium n'en sont pas affectés et restent inclus dans nos revenus d'abonnement à la télévision, tandis que les coûts liés au contenu sont comptabilisés en coûts directs (charges liées à la programmation) et ont par conséquent un impact sur l'Adjusted EBITDA. En août 2020, nous avons signé un contrat de cinq ans avec Eleven Sports pour la diffusion du championnat belge de football. Contrairement au contrat précédent, le coût du nouveau contrat portant sur le football belge sera comptabilisé en tant que coût direct (frais liés à la programmation) et aura par conséquent un impact sur notre Adjusted EBITDA. Les deux changements ont un impact sur nos charges (opérationnelles) et notre Adjusted EBITDA à compter du troisième trimestre 2020. Nous indiquons les changements en base remaniée d'une année à l'autre pour permettre aux investisseurs, tout comme aux analystes, d'évaluer nos résultats financiers sur une base comparable.

État retraité de la situation financière au 31 décembre 2019 : Au cours du 1er trimestre 2020, Telenet a achevé la comptabilisation de l'acquisition échelonnée de De Vijver Media conclue le 3 juin 2019 (« allocation du prix d'acquisition »), ce qui a entraîné la reconnaissance de 4,6 millions € de passifs d'impôt différé via le goodwill. L'état consolidé résumé de la situation financière au 31 décembre 2019 a été retraité en conséquence.

Allocation du prix d'achat pour l'acquisition de Native Nation : L'état de la situation financière de la Société au 31 décembre 2019 a été retraité de manière à refléter l'impact rétroactif de l'allocation du prix d'achat (« purchase price allocation » ou PPA) et de l'alignement des politiques comptables pour l'acquisition de Native Nation, qui n'était pas encore disponible fin 2019. L'ajustement de juste valeur sur les

immobilisations incorporelles (6,9 millions €) était principalement lié aux noms commerciaux (2,8 millions €), aux relations clients (2,4 millions €) et à la technologie (1,7 million €) acquis. Compte tenu de l'impact en termes d'impôts différés des ajustements précités (1,7 million €), le goodwill a été réduit de 5,2 millions €. La comptabilisation de la juste valeur des immobilisations incorporelles n'a pas donné lieu à des charges d'amortissement supplémentaires significatives pour la période comprise entre la date d'acquisition (18 octobre 2019) et le 31 décembre 2019, si bien que le compte de résultat global consolidé pour les douze mois clôturés au 31 décembre 2019 n'a pas été retraité.

2.1 Produits

Sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nous avons généré un chiffre d'affaires de 1.910,1 millions €, soit un chiffre stable par rapport aux 1.910,6 millions € réalisés sur la même période de l'année précédente. Nos produits pour les 9 premiers mois de 2020 incluent une contribution pour les 9 premiers mois entier de la société de médias locaux De Vijver Media NV, dont nous avons acquis les 50% de parts restantes le 3 juin 2019 et qui est consolidée intégralement à partir de cette date. À compter du 1er avril 2020, nos résultats financiers ne comprennent plus la contribution de notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l., qui a été fusionnée avec Eltrona, dans laquelle nous détenons une participation de 50% moins 1 action. Si l'on exclut ces deux effets non organiques, notre chiffre d'affaires en base remaniée pour les 9 premiers mois de 2020 a diminué d'un peu plus de 2% (-2,3%) par rapport à la même période de l'an dernier et reflète principalement la baisse de 12% de nos autres produits due à la pandémie de COVID-19, comme indiqué ci-après.

Si l'on exclut les autres produits, notre chiffre d'affaires en base remaniée pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 est resté globalement stable, conformément à nos prévisions révisées pour l'exercice telles que présentées fin avril. Ce faisant, nous restons sur la bonne voie pour réaliser nos prévisions quant au chiffre d'affaires de l'exercice, à savoir environ -2% avec un chiffre globalement stable si l'on exclut les autres produits. Cette évolution est attribuable (i) à la bonne tenue persistante de nos forfaits FMC à la fois dans le segment résidentiel et professionnel, (ii) à la montée en niveau de clients haut débit vers des forfaits offrant des vitesses supérieures et (iii) à l'avantage des révisions tarifaires d'août 2019, dont l'impact s'est éteint au cours du troisième de cette année. Cet effet a été presque entièrement annulé par une diminution de 2% du chiffre d'affaires des services aux entreprises, reflétant les effets négatifs du COVID-19, au premier chef sur notre activité d'intégration ICT.

Au 3e trimestre 2020, nos activités opérationnelles ont généré un chiffre d'affaires de 637,9 millions €, ce qui représente une diminution de 2% par rapport au 3e trimestre 2019 sur une base rapportée, ceci reflétant entre autres la cession de notre activité luxembourgeoise de câblodistribution comme indiqué ci-dessus. Si l'on exclut cet impact, notre chiffre d'affaires du trimestre en base remaniée a diminué d'un peu plus de 1% (-1,4%) en glissement annuel, principalement en raison de la baisse de 7% des autres produits sous l'effet de la pandémie de COVID-19. Notre chiffre d'affaires en base remaniée s'est toutefois bien redressé au troisième trimestre par rapport à la baisse de 5% en base remaniée enregistrée au 2e trimestre 2020, cela grâce à l'augmentation relative des autres produits, ceci étant en partie contrebalancé par l'annualisation de la révision tarifaire d'août 2019 comme indiqué précédemment. Si l'on exclut les autres produits, notre chiffre d'affaires en base remaniée au 3e trimestre 2020 est resté stable par rapport au 3e trimestre 2019.

TÉLÉVISION CÂBLÉE

Nos produits en télévision câblée comprennent les montants payés mensuellement par nos abonnés pour les chaînes de base qu'ils reçoivent et les revenus générés par nos abonnés à la télévision premium, ce qui inclut essentiellement (i) les montants récurrents pour la location des décodeurs, (ii) le coût des offres de contenu premium en supplément, y compris nos forfaits VOD « Streamz », « Streamz+ », « Play More » et « Play Sports », et (iii) les services transactionnels et de retransmission à la demande. Pour les 9 premiers mois de 2020, notre chiffre d'affaires en télévision câblée a atteint 420,6 millions € (T3 2020 : 136,6 millions €), ce qui représente une baisse de 2% par rapport à la même période de l'année précédente, à la fois en base rapportée et remaniée. L'augmentation de la part de revenus provenant de nos forfaits FMC comme indiqué ci-dessus et l'avantage de certaines révisions tarifaires ont été plus que contrebalancés par la perte nette constante d'abonnés à la télévision et la diminution, d'une année à l'autre, de notre base d'abonnés à «

Play Sports », notre bouquet sportif payant, principalement au 2e trimestre 2020 suite à la pandémie de COVID-19.

INTERNET HAUT DÉBIT

Les revenus générés par les RGU en Internet haut débit pour clients résidentiels et petites entreprises ont atteint 488,4 millions € au total pour les neuf premiers mois de 2020 (T3 2020 : 164,9 millions €), un chiffre globalement stable par rapport à la même période de l'année précédente, à la fois en base rapportée et remaniée. Suite au récent remaniement de notre portefeuille autonome haut débit, une part moins importante des revenus provenant de nos forfaits fixes et FMC est allouée aux revenus en Internet haut débit depuis le 1er janvier 2020. Cela a eu un impact négatif sur notre chiffre d'affaires en Internet haut débit, ceci étant entièrement compensé par une allocation plus élevée aux revenus en télévision, téléphonie fixe et téléphonie mobile. Ce glissement dans notre mix de revenus a entièrement contrebalancé (i) la hausse des revenus en haut débit liés au segment SOHO B2B grâce à de solides ventes pour le pack FMC « KLIK », (ii) la révision tarifaire d'août 2019 et (iii) le nivellement constant vers le haut de notre clientèle Internet haut débit.

TÉLÉPHONIE FIXE

Nos produits en téléphonie fixe comprennent les revenus d'abonnements récurrents de nos abonnés à la téléphonie fixe et les revenus variables liés à l'utilisation, à l'exception des revenus d'interconnexion générés par ces clients, qui sont comptabilisés sous les autres produits. Pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nos produits en téléphonie fixe ont augmenté de 3% en glissement annuel, à la fois en base rapportée et remaniée, pour s'établir à 170,0 millions € (T3 2020 : 56,2 millions €). Cette hausse est principalement attribuable à l'impact favorable de la réaffectation susmentionnée des revenus de forfaits fixes et FMC, de la révision tarifaire d'août 2019 et de la hausse des revenus liés à l'utilisation résultant d'une tendance croissante aux appels sur ligne fixe durant la pandémie de COVID-19.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Nos produits en téléphonie mobile comprennent les revenus liés aux abonnements générés par nos abonnés directs à la téléphonie mobile et les revenus hors forfaits, à l'exception (i) des revenus d'interconnexion générés par ces clients, (ii) des revenus issus des ventes d'appareils et (iii) des revenus comptabilisés sous nos programmes « Choisissez votre appareil » qui sont tous repris sous les autres produits. Sur les 9 premiers mois de 2020, nous avons généré des revenus en téléphonie mobile de 337,8 millions € (T3 2020 : 114,8 millions €), soit une augmentation de 2% en glissement annuel tant en base rapportée que remaniée. Cette hausse est principalement attribuable à l'impact favorable de la réaffectation susmentionnée des revenus de forfaits fixes et FMC et de la solide croissance nette persistante des abonnés en postpayé, soutenue par des montées de gamme et des ventes croisées vers les forfaits FMC du segment supérieur. Ces éléments ont plus que compensé (i) une baisse des revenus hors forfait générés par nos abonnés mobiles au-delà de leur forfait mensuel, ceci en raison de nos offres quadruple play « WIGO » améliorées, du glissement vers les offres mobiles autonomes illimitées sous les marques Telenet et BASE et de l'offre de doublement des données que nous avons étendue jusqu'en fin mai en raison des mesures de confinement, (ii) une augmentation des remises liées aux forfaits suite au succès de nos offres quadruple play « WIGO » et (iii) une baisse constante du nombre d'abonnés en prépayé.

SERVICES AUX ENTREPRISES

Les produits attribués aux services aux entreprises comprennent (i) les revenus générés sur les produits non coaxiaux, y compris la fibre et les lignes DSL louées, (ii) les revenus de téléphonie mobile générés par nos clients PME, (iii) nos activités d'opérateur, et (iv) des services à valeur ajoutée tels que l'hébergement réseau et les services gérés de protection des données. Les produits liés à nos services aux entreprises comprennent également les revenus générés par l'intégrateur ICT local Nextel, acquis le 31 mai 2018. Les revenus générés par nos clients professionnels sur l'ensemble des produits liés au câble, comme notre pack de référence « KLIK » (anciennement « WIGO Business »), sont attribués aux revenus d'abonnement au câble et ne sont pas repris dans Telenet Business, notre division de services aux entreprises.

Telenet Business a généré un chiffre d'affaires de 149,1 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (T3 2020 : 50,8 millions €), ce qui représente une diminution de 2% par rapport à la même période de l'année précédente, tant en base rapportée que remaniée. La baisse résulte principalement (i) d'une moindre contribution provenant de notre activité d'intégration ICT acquise en mai 2018, le COVID-19

ayant entraîné des retards et des ajournements de projets, (ii) d'une diminution des revenus hors forfait générés par nos abonnés mobiles PME et (iii) du remplacement graduel de revenus non récurrents, comme les ventes d'équipements ou les revenus liés aux projets, par des revenus récurrents provenant de telles transactions.

AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent principalement (i) les revenus d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, (ii) les recettes publicitaires et revenus de production de De Vijver Media NV, entièrement consolidée à compter du 3 juin 2019, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs.

Nos autres produits ont atteint 344,2 millions € pour les 9 premiers mois de 2020 (T3 2020 : 114,6 millions €), un chiffre globalement stable sur une base rapportée après que De Vijver Media a contribué pour les neuf mois entiers, contre seulement quatre mois sur la même période de l'année précédente. Sur une base remaniée, nos autres produits ont subi un net recul de 12% en glissement annuel, ceci étant le résultat (i) d'une baisse de 17% en base remaniée des revenus d'interconnexion en raison du ralentissement du trafic SMS et de la diminution des revenus liés au roaming des visiteurs due essentiellement au COVID-19, (ii) d'une baisse de 21% en base remaniée des recettes publicitaires et des revenus de production chez De Vijver Media et (iii) d'une diminution de 12% en base remaniée du produit des ventes de combinés. Les mêmes facteurs ont entraîné une baisse de 7% de nos autres produits au troisième trimestre 2020, à l'exception du produit de la vente de combinés qui a augmenté de 5% en glissement annuel grâce aux promotions sur l'équipement « Back To School » et à la période de vente de juillet.

2.2 Charges

Sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nous avons engagé des charges pour un total de 1.443,0 millions €, ce qui représente une augmentation de 3% par rapport à la même période de l'année précédente. Nos charges totales pour les 9 premiers mois de 2020 reflètent (i) les impacts non organiques susmentionnés de l'acquisition de De Vijver Media et de la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona et (ii) une dépréciation de goodwill de 18,5 millions d'euros sur De Vijver Media suite à la réévaluation de son plan stratégique à long terme au 2e trimestre 2020. Les charges totales représentaient environ 76% des produits sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (9M 2019: environ 73%). Le coût des services fournis représentait, en pourcentage, environ 54% des produits pour les 9 premiers mois de 2020 (9M 2019: environ 52%), tandis que les frais de vente et les frais généraux et administratifs représentaient environ 22% du total des produits pour les 9 premiers mois de 2020 (9M 2019: environ 21%).

Nos charges d'exploitation, qui comprennent (i) les frais d'exploitation du réseau, (ii) les coûts directs, (iii) les frais de personnel, (iv) les frais de vente et de marketing, (v) les frais de sous-traitance et de services professionnels et (vi) les autres coûts indirects, ont diminué de près de 2% en base rapportée sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 en dépit des impacts non organiques précités et des changements dans le résultat comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge suite aux changements au sein de ces contrats. Sur une base remaniée, nos charges d'exploitation ont diminué de 5% sur les 9 premiers mois de 2020 par rapport à la même période de l'an dernier. Cette baisse résulte principalement (i) d'une diminution de 8% de nos coûts directs en raison d'une baisse significative des frais d'interconnexion et des coûts liés aux achats de combinés durant la pandémie de COVID-19, (ii) d'une baisse de 24% des frais de sous-traitance, (iii) d'une diminution de 7% de nos coûts indirects, principalement en raison de la baisse des coûts liés aux installations et d'une stricte maîtrise des coûts et (iv) d'une diminution de 7% de nos frais de vente et de marketing due au ralentissement de l'activité commerciale au S1 2020 en raison de la pandémie COVID-19, malgré une reprise anticipée au T3 2020 en raison de l'intensification de l'activité commerciale.

Au 3e trimestre 2020, le total des charges a atteint 472,9 millions €, contre 460,4 millions € au 3e trimestre 2019. Le total des charges du trimestre reflète l'impact non organique susmentionné de la fusion entre SFR-Coditel et Eltrona. Les charges d'exploitation du trimestre ont augmenté de près de 2% en glissement annuel

sur une base rapportée et reflètent avant tout l'augmentation des frais de vente et de marketing au cours du trimestre après un premier semestre où le niveau des dépenses est resté limité en raison de la pandémie de COVID-19. Sur une base remaniée, nos charges d'exploitation affichent un léger recul de 1%, la baisse des coûts d'interconnexion et des coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels ayant plus que compensé l'augmentation susmentionnée des frais de vente et de marketing au troisième trimestre.

COÛTS D'EXPLOITATION DU RÉSEAU

Les charges d'exploitation du réseau pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 ont atteint 149,8 millions € (T3 2020: 49,1 millions €), soit une augmentation de 1% en glissement annuel à la fois en base rapportée et remaniée. Cette hausse est liée à une augmentation des frais pour le réseau central et les TI.

COÛTS DIRECTS (PROGRAMMATION ET DROITS D'AUTEUR, INTERCONNEXION ET AUTRES)

Nos coûts directs comprennent toutes les dépenses directes, notamment les coûts liés (i) à la programmation et aux droits d'auteur, y compris les coûts liés à l'achat de certains contenus pour nos packs "Streamz", "Streamz+" et "Play More", ainsi que les frais liés aux droits de diffusion du football belge, (ii) à l'interconnexion et (iii) aux ventes de combinés et aux subsides. Pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nos coûts directs ont atteint 369,5 millions €, soit une baisse de 3% par rapport aux neuf premiers mois de 2019. Sur une base remaniée, nos coûts directs pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 ont diminué de 8% en glissement annuel en raison d'une baisse significative des frais d'interconnexion et de roaming et d'une réduction des coûts liés à l'achat de combinés pendant la pandémie de COVID-19. Au 3e trimestre 2020, nos coûts directs ont atteint 127,0 millions €, un chiffre globalement stable par rapport à la même période de l'exercice précédent. Sur une base remaniée, nos coûts directs affichent une diminution de 6% en glissement annuel, la hausse des coûts liés à la vente de combinés et des dépenses liées aux contenus ayant été plus que compensée par la baisse des coûts d'interconnexion.

FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 s'établissent à 197,9 millions € (T3 2020: 64,7 millions €), ce qui représente une augmentation de 3% par rapport à la même période de l'exercice précédent et ce qui reflète les impacts non organiques précités. Sur une base remaniée, les frais de personnel pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 ont diminué de près de 1% par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison d'une maîtrise constante et rigoureuse des coûts, d'une réduction des effectifs par rapport à l'année précédente et de l'impact de la pandémie de COVID-19.

FRAIS DE VENTE ET DE MARKETING

Nos frais de vente et de marketing pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 s'établissent à 63,2 millions € (T3 2020: 23,2 millions €), ce qui représente une baisse de 3% en glissement annuel due à l'échelonnement de certaines campagnes de marketing par rapport à la même période de l'année précédente et à l'impact du COVID-19 sur notre activité de marketing et de vente au détail. Sur une base remaniée, les frais de vente et de marketing pour les neuf premiers mois de l'année ont diminué de 7% en glissement annuel et reflètent globalement les mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus. Au 3e trimestre 2020, les frais de vente et de marketing ont atteint 23,2 millions €, soit une hausse de 13% par rapport au 3e trimestre 2019. Sur une base remaniée, les frais de vente et de marketing ont également augmenté de 13% par rapport au même trimestre de l'an dernier en raison de l'accroissement anticipé de notre activité commerciale lié à de nouveaux lancements de produits (YUGO, BASE prepaid) et aux promotions 'Back To School'.

SOUS-TRAITANCE ET SERVICES PROFESSIONNELS

Les coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 ont atteint 21,1 millions € (T3 2020: 6,8 millions €), soit une baisse de 24% à la fois en base rapportée et remaniée en raison de la pandémie de COVID-19 et d'une maîtrise constante et rigoureuse des coûts.

AUTRES COÛTS INDIRECTS

Les autres coûts indirects ont atteint 67,5 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (T3 2020: 24,0 millions €), ce qui représente une nette diminution de 6% par rapport à la même période de l'exercice précédent sur une base rapportée. Sur une base remaniée, les autres coûts indirects ont diminué

de 7% en glissement annuel sous l'effet d'une diminution des coûts liés aux installations due au COVID-19 et grâce à une attention constante pour le levier opérationnel et à une stricte maîtrise des coûts.

AMORTISSEMENTS ET RESTRUCTURATION, Y COMPRIS LA DÉPRÉCIATION D'ACTIFS AVEC UNE DURÉE DE VIE LONGUE ET LE GAIN SUR LA VENTE D'ACTIFS

Les amortissements, y compris la dépréciation d'actifs avec une durée de vie longue, le gain sur la vente d'actifs et les charges de restructuration, ont atteint 552,7 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (T3 2020: 165,9 millions €), contre 500,0 millions € pour la même période de l'année précédente et inclut 18,5 millions € de dépréciation de goodwill mentionné ci-dessus.

2.3 Résultat net

PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, les charges financières nettes ont atteint au total 153,3 millions €, contre 295,0 millions € sur la même période de l'année précédente. Les produits financiers des 9 premiers mois de 2020 ont augmenté pour s'établir à 125,5 millions €, contre 40,9 millions € l'année précédente et comprenaient un gain de change hors trésorerie de 124,8 millions € sur notre dette libellée en USD, tandis que la période de l'année précédente incluait une perte hors trésorerie de 40,2 millions € sur nos dérivés. Comme indiqué sous 2.8 *Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette*, notre dette libellée en USD a été couverte jusqu'aux dates d'échéance respectives, ce qui a limité l'impact des écarts de change sur nos flux de trésorerie. Les charges financières pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 ont diminué de 17% pour s'établir à 278,8 millions €, contre 335,9 millions € pour les neuf premiers mois de 2019. Les charges financières des 9 premiers mois 2019 incluaient une perte de change hors trésorerie de 131,5 millions € sur notre dette libellée en USD. Les charges financières des 9 premiers mois de 2020 comprenaient une perte hors trésorerie de 103,8 millions € sur les produits dérivés et une perte de 15,2 millions € sur l'extinction de dettes suite au refinancement, en janvier 2020, de nos facilités de prêt à terme libellées tant en EUR qu'en USD.

Les charges financières nettes au 3e trimestre 2020 s'établissent à 55,5 millions € contre 64,3 millions € au 3e trimestre 2019 et incluent un gain de change hors trésorerie de 120,1 millions € sur notre dette libellée en USD, par rapport à une perte de change hors trésorerie de 113,2 millions € au 3e trimestre de l'année dernière. Les charges financières nettes au 3e trimestre 2020 reflètent également une perte hors trésorerie de 126,5 millions € sur nos produits dérivés, par rapport à un gain net hors trésorerie de 118,9 millions € au 3e trimestre de l'an dernier.

GAIN (PERTE) SUR LA VENTE D' ACTIONS D'UNE FILIALE

Pour les neuf premiers mois de 2020, nous avons enregistré un gain de 28,5 millions € sur la vente d'actions d'une filiale, dont 32,8 millions € au T3 2020.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Nous avons enregistré une charge d'impôt sur le résultat de 43,5 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (T3 2020: 27,1 millions €), contre 73,8 millions € pour les 9 premiers mois de 2019. Notre charge d'impôt sur le résultat pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 a été influencée favorablement par la comptabilisation de la déduction d'impôt sur le résultat pour innovation au premier trimestre 2020, ce qui inclut un effet non récurrent des déductions relatives aux périodes antérieures.

RÉSULTAT NET

Nous avons réalisé un bénéfice net de 298,1 millions € sur les 9 mois clôturés au 30 septembre 2020, contre 142,9 millions € pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation substantielle de notre bénéfice net est principalement attribuable à (i) la baisse significative des charges financières nettes sur la période, (ii) la diminution des charges d'impôt sur le résultat comme indiqué ci-dessus et (iii) le gain sur la vente d'actions d'une filiale susmentionné. Sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nous avons réalisé une saine marge bénéficiaire nette de 15,6%, contre 7,5% l'année précédente.

Le bénéfice net pour le 3e trimestre 2020 est de 113,2 millions €, contre 86,9 millions € au 3e trimestre de l'an dernier. L'augmentation de 30% en glissement annuel résulte des mêmes facteurs que ceux mentionnés

ci-dessus. Notre marge bénéficiaire nette est de 17,7% au 3e trimestre 2020, contre 13,4% au 3e trimestre 2019.

2.4 Adjusted EBITDA

Pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 1.041,1 millions €, ce qui représente une augmentation de 2% par rapport aux 1.024,5 millions € réalisés sur les 9 premiers mois de 2019. Notre Adjusted EBITDA pour les neuf premiers mois de 2020 inclut les effets (i) de l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019), (ii) de la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (iii) des changements dans le résultat comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge. Sur une base remaniée, en excluant ces impacts, notre Adjusted EBITDA présente une très légère hausse de moins de 1% (+0,5%) pour les neuf premiers mois de 2020, ceci résultant (i) de la baisse des frais de vente et de marketing liée à l'impact de la pandémie de COVID-19 et à l'impact de la migration des clients SFR de l'an dernier, et (ii) d'une maîtrise constante et rigoureuse des coûts comme en témoigne la diminution des autres charges indirectes, des coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels et des frais de personnel. Comme indiqué au point 3.1 *Perspectives*, nous avons revu à la hausse nos prévisions pour l'Adjusted EBITDA de l'exercice, à savoir un chiffre globalement stable au lieu d'une baisse d'environ 1%, compte tenu d'une performance supérieure aux attentes sur la période allant du début de l'exercice à ce jour. Nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA de 54,5% sur les 9 premiers mois de 2020, contre 53,6% sur la même période en 2019. Sur une base remaniée, nous avons réussi à accroître notre marge d'Adjusted EBITDA de 150 points de base par rapport à la même période de l'an dernier.

Au 3e trimestre 2020, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 343,1 millions €, ce qui représente une baisse de 5% par rapport à la même période de l'exercice précédent où l'Adjusted EBITDA atteignait 359,7 millions € et ce qui reflète la cession susmentionnée de notre activité luxembourgeoise de câblodistribution. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA au 3e trimestre 2020 a diminué de 2% par rapport à la même période de l'année dernière, ceci résultant de l'augmentation (i) des charges d'exploitation du réseau, (ii) des frais de vente et de marketing en raison d'une activité commerciale en hausse, (iii) des frais de personnel et (iv) des autres coûts indirects. En conséquence, nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA de 53,8% sur le trimestre, contre 55,4% sur la même période de l'année précédente. Sur une base remaniée, nous avons réussi à maintenir une marge d'Adjusted EBITDA globalement stable par rapport au 3e trimestre 2019.

Tableau 1 : Rapprochement entre le bénéfice sur la période et l'Adjusted EBITDA (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de neuf mois se terminant au		
	30 septembre			30 septembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Bénéfice de la période	113,2	86,9	30 %	298,1	142,9	109 %
Impôts	27,1	37,2	(27) %	43,5	73,8	(41) %
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	2,0	0,2	900 %	0,7	1,6	(56) %
Perte (gain) sur la vente (d'actions) d'une filiale	(32,8)	—	100%	(28,5)	(0,1)	N.M.
Charges (produits) financières nettes	55,5	64,3	(14) %	153,3	295,0	(48) %
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	165,6	167,1	(1) %	547,4	498,7	10 %
EBITDA	330,6	355,7	(7) %	1 014,5	1 011,9	— %
Rémunération en actions	10,8	3,9	177 %	18,8	10,8	74 %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	1,4	(0,1)	N.M.	3,1	0,5	520 %
Coûts de restructuration	0,3	0,2	50 %	5,3	1,3	308 %
Ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	—	—%	(0,6)	—	100%
Adjusted EBITDA	343,1	359,7	(5) %	1 041,1	1 024,5	2 %
Marge Adjusted EBITDA	53,8 %	55,4 %		54,5 %	53,6 %	
Marge bénéfice net	17,7 %	13,4 %		15,6 %	7,5 %	

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

2.5 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement à imputer ont atteint 427,5 millions € sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, un chiffre globalement stable par rapport à la même période de l'année précédente et qui équivalait à environ 22% du chiffre d'affaires de la période. Nos dépenses d'investissement à imputer pour les 9 premiers mois de 2020 incluent (i) l'impact de l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019), (ii) la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (iii) la comptabilisation des droits de retransmission de football dans le troisième trimestre, tandis que nos dépenses d'investissement à imputer pour les 9 premiers mois de 2019 incluaient la comptabilisation des droits de retransmission de la Premier League britannique pour une période de trois saisons. Conformément au référentiel IFRS de l'UE, ces droits de retransmission ont été actés en tant qu'immobilisation incorporelle et seront amortis à mesure que la saison progresse. Si l'on exclut la comptabilisation des droits de diffusion du football pour les deux périodes, nos dépenses d'investissement à imputer pour les 9 mois clôturés au 30 septembre 2020 ont augmenté de 6% en glissement annuel.

Au 3e trimestre 2020, nos dépenses d'investissement à imputer ont augmenté de 8% pour atteindre 129,9 millions €, contre 120,4 millions € au 3e trimestre de l'an dernier, en raison de la hausse des dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés, au développement des produits et d'IT. En proportion du chiffre d'affaires, nos dépenses d'investissement à imputer pour le 3^e trimestre 2020 représentaient environ 20%, ce qui est comparable au taux d'investissement du deuxième trimestre. Comme indiqué au point 2. *Faits marquants sur le plan financier - Changements importants dans le reporting*, le résultat comptable IFRS pour certains contrats de contenu concernant la coentreprise Streamz BV et les droits de diffusion du football belge a commencé, au troisième trimestre, à influencer le profil de nos dépenses d'investissement. Alors que ces deux catégories étaient comptabilisées auparavant dans les dépenses d'investissement à imputer, ces charges seront désormais reprises dans les charges opérationnelles (coûts directs) et auront donc un impact sur notre Adjusted EBITDA.

Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés, comprenant entre autres les dépenses en boîtiers décodeurs, modems et lignes Wi-Fi, ont atteint 74,1 millions € sur les neuf premiers mois de 2020 (T3 2020: 21,7 millions €). Cela représente une diminution de 1% par rapport à la même période de l'exercice précédent, caractérisée par une hausse des investissements liée à nos campagnes fructueuses de connectivité à domicile et au lancement de notre décodeur nouvelle génération, tandis que les neuf premiers mois de 2020 ont été marqués par l'impact de la pandémie de COVID-19. Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 représentaient environ 17% du total des dépenses d'investissement à imputer.

Les dépenses d'investissement à imputer pour le développement et la modernisation du réseau s'élevaient à 58,4 millions € pour les 9 premiers mois de 2020 (T3 2020: 19,8 millions €), soit une diminution de 26% par rapport à la même période de l'exercice précédent, un chiffre qui reflète avant tout l'achèvement, pour l'essentiel, de nos programmes d'amélioration des infrastructures réseau, fixes comme mobiles, et dans une moindre mesure l'impact du COVID-19 sur nos activités de terrain. Pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, les dépenses d'investissement liées au réseau représentaient environ 14% du total de nos dépenses d'investissement à imputer.

Les dépenses d'investissement en produits et services, qui recouvrent entre autres nos investissements dans le développement de produits et la mise à niveau de nos plateformes et systèmes TI, ont atteint 109,2 millions € sur les neuf premiers mois de 2020 (T3 2020: 33,8 millions €). Ceci représente une solide augmentation de 33% en glissement annuel, ce qui reflète la hausse des dépenses liées à notre programme de mise à niveau IT. Les dépenses d'investissement en produits et services représentaient environ 26% du total des dépenses d'investissement à imputer pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020.

Les autres dépenses d'investissement à imputer comprennent (i) des rénovations et remplacements d'équipements réseau, (ii) des frais de programmation et d'acquisition de contenus sportifs, y compris certains contenus acquis par De Vijver Media, (iii) certains investissements récurrents dans notre plate-forme et nos systèmes TI et (iv) des dotations aux locations en vertu de l'IFRS 16. Celles-ci ont atteint 185,8 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (T3 2020: 54,6 millions €), ce qui représente une diminution de 3% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Cela implique qu'environ 57% des dépenses d'investissement à imputer pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 (T3 2020: 58%) étaient évolutives et liées à la croissance du nombre d'abonnés. Nous continuerons à surveiller étroitement nos dépenses d'investissement afin de nous assurer qu'elles soient porteuses de rendements croissants.

Tableau 2 : Rapprochement entre les investissements à imputer et les investissements nets (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de neuf mois se terminant au		
	30 septembre			30 septembre		
	2019	2018	Variation %	2020	2019	Variation %
Dépenses d'investissement à imputer	129,9	120,4	8 %	427,5	428,2	— %
Actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital	(15,4)	(79,5)	(81) %	(64,5)	(187,3)	(66) %
Actifs via des contrats de location	(12,1)	(14,9)	(19) %	(47,3)	(52,9)	(11) %
Variations en passifs courants liés aux investissements	2,0	71,3	(97) %	20,9	100,2	(79) %
Dépenses d'investissement en espèces	104,4	97,3	7 %	336,6	288,2	17 %

2.6 Flux de trésorerie opérationnel disponible

La somme de notre Adjusted EBITDA et de nos dépenses d'investissement à imputer a généré un flux de trésorerie opérationnel disponible de 619,6 millions € pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020. Par rapport aux 9 premiers mois de 2019, notre flux de trésorerie opérationnel disponible accuse une légère baisse de 1%, l'augmentation susmentionnée de 2% de notre Adjusted EBITDA ayant été plus que compensée par une augmentation de 6% des dépenses d'investissement à imputer (en excluant la comptabilisation des droits de diffusion de la Premier League de football britannique). Au 3e trimestre 2020, nous avons généré 218,7 millions € de flux de trésorerie opérationnel disponible, soit une diminution de 4% par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui reflète principalement la baisse susmentionnée de l'Adjusted EBITDA au troisième trimestre. Si l'on exclut l'impact de l'IFRS 16 et la comptabilisation des droits de diffusion du football, notre flux de trésorerie opérationnel disponible pour les 9 premiers mois de 2020 et le 3e trimestre 2020 était – respectivement – globalement stable et en baisse de 8% par rapport à la même période de 2019.

Tableau 3 : Rapprochement flux de trésorerie opérationnel libre (non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de neuf mois se terminant au		
	30 septembre			30 septembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Adjusted EBITDA	343,1	359,7	(5)%	1 041,1	1 024,5	2 %
Dépenses d'investissement à imputer	(129,9)	(120,4)	8 %	(427,5)	(428,2)	— %
Comptabilisation des droits de retransmission du football	5,5	(10,3)	N.M.	6,0	31,0	(81) %
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile)	(124,4)	(130,7)	(5)%	(421,5)	(397,2)	6 %
Flux de trésorerie opérationnel libre	218,7	229,0	(4)%	619,6	627,3	-1 %

2.7 Flux de trésorerie et liquidité

FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nos activités d'exploitation ont généré 729,9 millions € de trésorerie nette, contre 754,0 millions € pour la même période de l'exercice précédent. La trésorerie nette provenant des activités d'exploitation pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 inclut les impacts de l'acquisition de De Vijver Media (consolidée par intégration globale depuis le 3 juin 2019) et de la cession de notre ancienne activité luxembourgeoise de câblodistribution (déconsolidée à compter du 1er avril 2020). Le flux de trésorerie d'exploitation net a enregistré une réduction de 3% en glissement annuel et résulte (i) d'une réduction de 48,7 millions € des impôts en espèces par rapport à 2019, (ii) de l'augmentation susmentionnée de l'Adjusted EBITDA et (iii) de la diminution de 14,2 millions € des intérêts en espèces et des frais de produits dérivés suite aux récentes opérations de refinancement. Les éléments favorables précités ont été plus que contrebalancés par la diminution de 94,0 millions € de notre fonds de roulement par rapport à la même période de l'année dernière.

Au 3e trimestre 2020, la trésorerie nette générée par nos activités d'exploitation a atteint 158,2 millions €, soit une baisse de 38% par rapport au 3e trimestre 2019, un recul dû principalement à un échelonnement différent du paiement de l'impôt sur le résultat, qui a eu lieu au 3e trimestre 2020 et non au 1er trimestre comme l'an dernier.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Nous avons utilisé 336,5 millions € de trésorerie nette dans des activités d'investissement pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, contre 304,5 millions € pour les neuf premiers mois de 2019. L'augmentation de 11% de la trésorerie nette affectée aux activités d'investissement résulte d'une part (i) des effets non

organiques mentionnés ci-dessus, (ii) de l'augmentation des dépenses d'investissement en espèces suite à la baisse des actifs acquis par le biais de notre programme de financement par le fournisseur, et d'autre part (iii) du rachat à Post Luxembourg d'une participation de 34% dans le câblo-opérateur luxembourgeois Eltrona. Au 3e trimestre 2020, nous avons utilisé 81,1 millions € de trésorerie nette dans des activités d'investissement, un montant en recul de 17% par rapport à la même période de l'exercice précédent et qui reflète principalement le produit de la vente d'actions d'une filiale pour 27,2 millions €, ce qui a plus que compensé la hausse des dépenses d'investissement en espèces comme indiqué précédemment.

Nous utilisons un programme de financement par le fournisseur qui nous permet d'étendre nos délais de paiement vis-à-vis de certains fournisseurs à 360 jours pour un coût global intéressant. Sur les 9 premiers mois de 2020, nous avons acquis 64,5 millions € d'actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital (T3 2020: 15,4 millions €), avec un impact positif sur la trésorerie nette utilisée dans des opérations d'investissement pour le même montant. Cela représente une baisse en glissement annuel de 66% et 81% respectivement par rapport aux 9 premiers mois et au 3^e trimestre 2019. Veuillez consulter la Section 2.5 - *Dépenses d'investissements* pour un rapprochement entre les dépenses d'investissement à imputer et les dépenses d'investissement en espèces.

FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2019, le flux de trésorerie net lié aux opérations de financement a été de 410,6 millions €, contre 455,3 millions € pour les neuf premiers mois de 2019. La trésorerie nette utilisée dans des opérations de financement sur les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 résulte d'une sortie de fonds nette de 148,7 millions € liée à des remboursements d'emprunts, y compris le rachat volontaire de 10% de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50% de 600,0 millions € échéant en mars 2028 pour un montant total de 56,6 millions €, et des remboursements planifiés d'engagements à court terme au titre du financement par le fournisseur. La trésorerie nette utilisée dans des opérations de financement pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020 reflète également l'application systématique de notre politique de rémunération des actionnaires telle que présentée lors du Capital Markets Day de décembre 2018. En mai 2020, nous avons distribué un dividende complémentaire brut de 1,3050 € par action (pour un total de 142,3 millions €) et au premier semestre 2020, nous avons dépensé 34,4 millions € en rachats d'actions en application de notre Programme de rachat d'actions 2020. Dans le cadre de ce programme, nous avons acheté 1,1 million d'actions au cours du mois de mars 2020 au prix moyen de 30,43 €. Nous avons également payé 13,7 millions € en frais d'émission d'emprunt pour des refinancements de dette réalisés au premier semestre 2020. Le reste de la trésorerie nette utilisée dans des activités de financement se compose principalement de remboursements au titre de contrats de location-financement et autres paiements financiers.

Au 3e trimestre 2020, nous avons utilisé 64,3 millions € de trésorerie nette dans des activités de financement, contre 214,0 millions € au 3e trimestre de l'an dernier.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AJUSTÉ

Pour les neuf mois clôturés au 30 septembre 2020, nous avons généré un flux de trésorerie disponible ajusté (Adjusted Free Cash Flow) de 258,5 millions €, contre 270,1 millions € pour les 9 premiers mois de l'année précédente. Par rapport à la même période de l'année dernière, notre flux de trésorerie disponible ajusté a diminué de 4% et inclut une diminution relative de 54,0 millions € de notre programme de financement par le fournisseur. En excluant ces impacts liés au financement par le fournisseur, notre flux de trésorerie disponible ajusté aurait augmenté d'une manière substantielle en glissement annuel.

Pour le 3e trimestre 2020, le flux de trésorerie disponible ajusté est négatif à raison de 5,4 millions €, alors qu'il était de 63,4 millions € sur la même période de l'année précédente. Notre flux de trésorerie disponible ajusté du trimestre inclut le paiement d'impôts en espèces susmentionné, qui a été échelonné différemment en 2020 par rapport à 2019. En outre, notre flux de trésorerie disponible ajusté du trimestre inclut une contribution négative de 25,2 millions € de notre programme de financement par le fournisseur, comparativement à une contribution négative de 4,5 millions € au 3e trimestre 2019. En excluant ces impacts, notre flux de trésorerie disponible ajusté pour le trimestre aurait présenté un profil positif malgré l'impact des impôts en espèces évoqué ci-dessus.

2.8 Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette

PROFIL DE DETTE

Au 30 septembre 2020, le solde total de la dette (y compris les intérêts courus) s'établissait à 5.483,0 millions €, dont un montant en principal de 1.393,1 millions € lié aux Senior Secured Fixed Rate Notes libellées en USD échéant en mars 2028 et un montant en principal de 3.067,9 millions € dû au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020 échéant entre avril 2028 et avril 2029. Le solde total de la dette au 30 septembre 2020 comprenait également un montant en principal de 340,3 millions € lié à notre programme de financement par le fournisseur et 4,0 millions € pour la partie restante des licences des spectres mobiles 2G et 3G. Le solde correspond pour l'essentiel aux obligations au titre de contrats de location liées à l'acquisition d'Interkabel et aux passifs au titre de contrats de location suite à l'adoption de l'IFRS 16 au 1er janvier 2019.

Au 30 septembre 2020, nous avons une dette à court terme de 340,3 millions € liée à notre programme de financement par le fournisseur, échéant entièrement dans les douze mois. Ceci représente une diminution de 14,6 millions € par rapport au 31 décembre 2019 et une baisse saisonnière de 25,2 millions € au troisième trimestre. Conformément à notre prévision de flux de trésorerie disponible ajusté pour l'exercice, nous attendons une intensification de notre programme de financement par le fournisseur au quatrième trimestre. À compter de la fin-octobre 2020, la marge applicable sur nos futurs engagements à court terme au titre du programme de financement par le fournisseur a encore été réduite de 15 points de base pour s'établir à 1,95% au-dessus de l'EURIBOR (seuil de 0%). Cette charge d'intérêt réduite vient s'ajouter à une réduction équivalente de la marge de 15 points de base en février 2020. Compte tenu de la taille susmentionnée du programme, cela aura un léger impact relatif sur notre flux de trésorerie disponible ajusté en 2021 et au-delà.

Au premier semestre 2020, nous avons finalisé plusieurs transactions de (re)financement relatives, dont (i) l'émission réussie d'un nouveau prêt à terme à 8,25 ans de 2.295 millions USD (« Facilité AR ») et d'un nouveau prêt à terme à 9,25 ans de 1.110 millions € (« Facilité AQ ») en janvier 2020, (ii) l'émission d'une nouvelle facilité de crédit renouvelable à 6,2 ans de 510,0 millions € en avril 2020 (« Facilité de crédit renouvelable I ») et (iii) le rachat en avril 2020 de 10% de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50% de 600,0 millions € échéant en mars 2028. Par rapport au 30 juin 2020, il n'y a pas eu de changements significatifs au niveau du profil de dette et des plans de paiement comme le montre le tableau ci-dessous.

En excluant les dettes à court terme liées à notre programme de financement par le fournisseur, nous ne devons faire face à aucun amortissement de dettes avant mars 2028, avec une durée moyenne pondérée de 7,8 ans au 30 septembre 2020. En outre, nous avons pleinement accès aux 555,0 millions € d'engagements non utilisés au titre de nos facilités de crédit au 30 septembre 2020, avec certaines disponibilités jusque mai 2026.

SYNTHÈSE DES DETTES ET PLANS DE PAIEMENT

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de nos instruments de dette et de nos plans de paiement au 30 septembre 2020.

Tableau 4 : Synthèse des dettes au 30 septembre 2020

	Facilité totale au	Montant prélevé	Montant disponible	Échéance	Taux d'intérêt	Paiement des intérêts dus
30 septembre 2020						
<i>(en millions €)</i>						
Senior Credit Facility ajusté en 2020						
Prêt à terme AR	1 957,9	1 957,9	—	30 avril 2028	Flottant LIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,00%	Mensuel
Prêt à terme AQ	1 110,0	1 110,0	—	30 avril 2029	Flottant EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Facilité de crédit renouvelable I	510,0	—	510,0	31 mai 2026	Flottant EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel (commission d'engagement)
Senior Secured Fixed Rate Notes						
600 millions € Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AK)	540,0	540,0	—	1 mars 2028	Fixe 3,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
1 milliard USD Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AJ)	853,1	853,1	—	1 mars 2028	Fixe 5,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Autre						
Facilité de crédit renouvelable	20,0	—	20,0	30 septembre 2021	Flottant EURBOR 1 mois (0% seuil) + 2,00%	Trimestriel (commission d'engagement)
Facilité overdraft	25,0	—	25,0	30 septembre 2021	Flottant EURIBOR 1 mois (0% seuil) + 1,60%	Trimestriel (commission d'engagement)
Montant total nominal	5 016,0	4 461,0	555,0			

Remarque: Dans le tableau ci-dessus, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 septembre 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

SOLDE DE TRÉSORERIE ET MOYENS DISPONIBLES

Au 30 septembre 2020, nous détenons 84,2 millions € de trésorerie et équivalents de trésorerie, contre 71,4 millions € au 30 juin 2020 et 101,4 millions € au 31 décembre 2019. Pour réduire le risque lié à la concentration des contreparties, nos équivalents de trésorerie et fonds du marché monétaire cotés AAA sont placés auprès d'institutions financières européennes et américaines de premier ordre et nous nous efforçons d'investir au moins 75% de notre trésorerie et équivalents de trésorerie dans des fonds du marché monétaire cotés AAA afin de limiter le risque de contrepartie bancaire. Par rapport au 31 décembre 2019, notre solde de trésorerie a diminué malgré la réalisation d'un solide flux de trésorerie disponible ajusté sur les neuf premiers mois de l'année. Depuis le début de l'exercice, une part substantielle de nos flux de trésorerie a été utilisée dans le cadre de notre politique de rémunération des actionnaires, ce qui inclut le paiement d'un dividende brut complémentaire de 1,3050 € par action (142,3 millions € au total) en mai 2020 et 34,4 millions € de trésorerie nette utilisée dans le cadre du Programme de rachat d'actions 2020, qui a été clôturé fin mars 2020. Nous avons également racheté, en avril, 10% de nos Senior Secured Fixed Rate Notes à 3,50% de 600,0 millions € échéant en mars 2028 pour un montant total de 56,6 millions €. Enfin, nous avons supporté un paiement de 13,7 millions € lié aux frais d'émission d'emprunt pour les refinancements de dette réalisés au premier semestre 2020. En plus de notre solde de trésorerie disponible, nous avons également accès, au 30 septembre 2019, à 555,0 millions € d'engagements disponibles au titre de notre facilité de crédit de

premier rang modifiée 2020 et de nos autres facilités de crédit renouvelable, sous réserve du respect des conventions mentionnées ci-après.

RATIO DE DETTE NETTE

À l'occasion du Capital Markets Day de décembre 2018, nous avons confirmé notre cadre de ratio de levier, à savoir que le ratio de Dette nette totale sur Adjusted EBITDA consolidé annualisé est maintenu à 3,5x-4,5x (« net total leverage »). En l'absence d'acquisitions majeures et/ou de changements significatifs au niveau de nos activités ou du cadre réglementaire, nous entendons rester proches du point médian de 4,0x en maintenant un niveau attrayant et soutenable de rémunération de l'actionnariat. Au 30 septembre 2020, notre ratio d'endettement net total était de 4,0x, un chiffre inchangé par rapport au 30 juin 2020.

Notre 'net covenant leverage', tel que calculé dans le cadre de la facilité de crédit de premier rang modifiée 2020, diffère du 'net total leverage' et n'inclut pas (i) les passifs de location-financement, (ii) les éventuels passifs à court terme liés au financement par le fournisseur, mais inclut (iii) le '*Credit Facility Excluded Amount*' (à savoir le montant le plus élevé entre 400,0 millions € et 0,25x l'Adjusted EBITDA consolidé annualisé). Notre 'net covenant leverage' s'établissait à 2,9x au 30 septembre 2020, un niveau stable par rapport au trimestre précédent. Notre ratio de dette nette actuel prévu par convention ('net covenant leverage') est sensiblement inférieur à la 'springing maintenance covenant' de 6,0x et au test de ratio d'endettement de 4,5x le 'net senior leverage'. Cependant, la maintenance covenant précitée s'applique uniquement dans le cas où nous utiliserions 40% ou plus de nos facilités de crédit renouvelables. Au 30 septembre 2020, nos facilités de crédit renouvelables étaient entièrement inutilisées, comme indiqué ci-dessus.

3 Perspectives et informations complémentaires

3.1 Perspectives

Nous avons réalisé, sur les neuf premiers mois de 2020, une performance financière solide par rapport aux prévisions révisées pour l'exercice 2020 que nous avons présentées fin avril. Sur une base remaniée, notre chiffre d'affaires depuis le début de l'exercice affiche une diminution d'un peu plus de 2% et reflète principalement la baisse de 12% de nos autres produits, qui comprennent entre autres (i) les revenus d'interconnexion, (ii) les revenus liés à la vente de combinés et (iii) les recettes publicitaires et revenus de production de notre société de médias De Vijver Media NV. En excluant ces autres produits, qui sont le plus fortement touchés par la pandémie de COVID-19, notre chiffre d'affaires en base remaniée a été globalement stable sur les neuf premiers mois de 2020. Pour l'ensemble de l'exercice, nous maintenons notre prévision d'environ -2% par rapport à 2019 pour le chiffre d'affaires en base remaniée, avec un profil de chiffre d'affaires qui, si l'on exclut les autres produits, devrait rester globalement stable par rapport à l'année dernière.

Sur les trois premiers trimestres de l'année, notre Adjusted EBITDA présente une légère hausse de 1%, ceci résultant (i) d'une diminution des frais de vente et de marketing en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19 et de l'impact de la migration des clients SFR de l'année dernière, et (ii) d'une maîtrise constante et rigoureuse des coûts. Si l'on considère le reste de l'année, nous pensons que nous allons dépasser nos prévisions, pour autant qu'il n'y ait pas de deuxième confinement lié au COVID-19. Nous relevons dès lors à 'globalement stable' notre prévision pour l'Adjusted EBITDA en base remaniée de l'exercice, qui était d'environ -1% auparavant.

Vu l'excellence de notre infrastructure fixe et mobile et notre capacité – démontrée à maintes reprises – à équilibrer soigneusement les investissements futurs, nous tablons toujours sur une croissance du flux de trésorerie opérationnel disponible, plus précisément de 1 à 2% en base remaniée. Pour les neuf premiers mois de l'année, notre flux de trésorerie opérationnel disponible était globalement stable. Enfin, nous visons toujours un flux de trésorerie disponible ajusté de 415,0 à 435,0 millions €, mais qui tendrait plutôt vers le bas de cette fourchette. Nous sommes sur la bonne voie si l'on considère le flux de trésorerie disponible ajusté de 258,5 millions € réalisé sur les neuf premiers mois de 2020.

Tableau 5 : Prévisions

Prévisions pour l'exercice 2018 - 2021	Comme présenté le décembre 4, 2018		Comme confirmé le 30 avril 2020 et le 29 octobre 2020	
Flux de trésorerie opérationnel disponible CAGR (remaniée) ^(a, b)	Entre 6.5% - 8.0%		Entre 6.5% - 8.0%	

Prévisions pour l'exercice 2020	FY 2019 base remaniée ^(c)	Comme présenté le 12 février 2020	Comme vérifié le 30 avril 2020	Comme vérifié le 29 octobre 2020
Revenus (en base remaniée) ^(d)	2.626,0 millions €	Globalement stables	Environ -2%	Environ -2%
Revenus, à l'exclusion d'autres produits (remaniée) ^(d, e)	2.089,4 millions €		Globalement stables	Globalement stables
Croissance de l'Adjusted EBITDA (en base remaniée) ^(a)	1.370,5 millions €	Environ 1%	Environ -1%	Globalement stable
Croissance du flux de trésorerie opérationnel disponible (en base remaniée) ^(a, b)	819,2 millions €	Environ 2%	1 - 2%	1 - 2%
Flux de trésorerie disponible ajusté ^(a, f)	-	415,0 - 435,0 millions €	Bas de la fourchette de 415,0 - 435,0 millions €	Bas de la fourchette de 415,0 - 435,0 millions €

(a) Pour nos prévisions de l'Adjusted EBITDA, du flux de trésorerie opérationnel disponible et du flux de trésorerie disponible ajusté, nous ne sommes pas en mesure de fournir sans effort excessif de rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et avec les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dans la mesure où les éléments suivants ne sont pas retenus dans nos prévisions : (i) certaines charges hors trésorerie, notamment les amortissements et les dépréciations, les restructurations et d'autres éléments opérationnels notamment dans le résultat d'exploitation, ainsi que (ii) certains changements spécifiques du fonds de roulement qui ont un impact sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. Les éléments ne faisant l'objet d'aucune prévision peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(b) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football capitalisés et des licences pour le spectre mobile, et à l'exclusion de l'impact d'IFRS 16 sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(c) Y compris le chiffre d'affaires pré-acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (entièrement consolidée depuis le 3 juin 2019), y exclut le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de Coditel S.à r.l. (déconsolidée au 1er avril 2020) et reflétant des changements liés au résultat comptable IFRS de certains accords de droits de contenu pour la période du 1er août jusqu'au 31 décembre.

(d) Par rapport à notre chiffre d'affaires publié pour l'ensemble de l'année 2019 et à notre chiffre d'affaires à l'exclusion d'autres produits pour l'année 2019, les perspectives de chiffre d'affaires pour l'année 2020 seraient globalement stables

(e) Les autres produits comprennent (i) les revenus liés aux services d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, (ii) les revenus publicitaires et de production de De Vijver Media NV, consolidée intégralement depuis le 3 juin 2019, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs, comme indiqué au point 2.1 Produits.

(f) En supposant que certains paiements de licences du spectre mobile 2G et 3G se produiront au 4e trimestre 2020 et que le paiement de l'impôt dû sur l'exercice 2019 ne se produira pas avant le début de 2021.

3.2 Rémunération des actionnaires

À l'occasion du Capital Markets Day de décembre 2018, nous avons confirmé notre cadre de ratio de levier, à savoir un ratio de dette nette totale sur Adjusted EBITDA consolidé annualisé maintenu à 3,5x-4,5x (« net total leverage »). En l'absence d'acquisitions majeures et/ou de changements significatifs au niveau de nos activités ou du cadre réglementaire, nous entendons rester proches du point médian de 4,0x en maintenant un niveau attrayant et soutenable de rémunération de l'actionariat. Dans le cadre de notre politique d'allocation de capital, nous visions à distribuer aux actionnaires entre 50% et 70% des flux de trésorerie disponibles ajustés de l'année précédente via les dividendes intercalaire et complémentaire. Dans les limites du cadre d'endettement net total précité et en l'absence des différents facteurs mentionnés ci-dessus, il pouvait être envisagé d'utiliser la partie restante de nos flux de trésorerie disponibles ajustés pour des rachats d'actions supplémentaires, des dividendes extraordinaires, une réduction de la dette, des acquisitions relatives ou une combinaison de ces affectations.

Tant en 2019 qu'en 2020, nous avons suivi systématiquement la politique de rémunération des actionnaires décrite ci-dessus en distribuant un dividende brut total de 1,8750 € par action aux actionnaires. Celui-ci comprenait un dividende intercalaire brut de 0,57 € par action en décembre 2019 et un dividende brut de 1,3050 € par action en mai 2020. Cette distribution représentait au total 205,1 millions €, soit environ 53% du flux de trésorerie disponible ajusté de l'exercice 2019. En outre, nous avons racheté 1,1 million d'actions dans le cadre du Programme de rachat d'actions 2020 pour un montant total de 34,4 millions €.

Compte tenu d'une solide conversion sous-jacente de flux de trésorerie disponible ajusté et un niveau solide du flux de trésorerie opérationnel disponible tant pour l'exercice 2020 que pour la période 2018-2021, le conseil d'administration a décidé de renforcer la politique existante de rémunération des actionnaires. Notre nouvelle politique vise à atteindre un équilibre entre des distributions d'actionnaires attractives d'une part, tout en préservant le caractère optionnel afin de poursuivre des opportunités de fusions et acquisitions dans le futur en revanche. Tandis que l'objectif d'endettement net total de 4.0x a été réaffirmé en l'absence d'acquisitions notables et/ou de changements significatifs dans nos activités ou dans le cadre réglementaire, le conseil d'administration a introduit un plancher de 2,75 € par action pour les dividendes à venir. Ce dividende plancher ne suppose aucun changement significatif dans nos activités ou dans le cadre réglementaire et remplace la fourchette de distribution de 50 à 70% précédemment communiquée. Ce faisant, le conseil d'administration a l'intention de consacrer une part plus importante des flux de trésorerie disponibles ajustés aux dividendes récurrents. Le reste de nos flux de trésorerie disponibles ajustés peut encore être pris en considération pour des acquisitions relatives, des dividendes extraordinaires, des rachats d'actions supplémentaires, une réduction de la dette, ou une combinaison de ces affectations.

Le conseil d'administration entend proposer un dividende brut total de 2,75 € par action (pour un total de 300,2 millions €¹), soit une hausse de 47% par rapport au niveau de l'année précédente et un chiffre qui se situe dans le haut de la fourchette de 50-70% mentionnée précédemment. Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale spéciale de décembre 2020 d'approuver le paiement d'un dividende

intercalaire² brut de 1,375 € par action (150,1 millions € au total¹). En cas d'approbation, le dividende intercalaire sera mis en paiement le 8 décembre 2020 et les actions Telenet seront négociées ex-dividende sur Euronext Bruxelles à compter du 4 décembre 2020. Le dividende intercalaire susmentionné est destiné à être payé tout comme un dividende brut de 1,375 € par action sous réserve de l'approbation par le conseil d'administration et les actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle prochaine et en absence des changements significatifs au niveau de nos activités ou dans le cadre réglementaire. En cas d'approbation, ce dividende serait alors mis en paiement au début du mois de mai l'année prochaine.

¹ Sur la base de 109.153.814 actions donnant droit à dividende en circulation à la date du présent communiqué.

² Les montants distribuables du dividende intercalaire en décembre 2020 ont été déterminés sur la base des états financiers 2019 conformément à la loi belge

3.3 Événements survenus après la date du bilan

Il ne s'est produit, après le 30 septembre 2020, aucun événement significatif nécessitant une modification de l'information financière ou une mention dans le présent communiqué de presse..

4 Telenet Group Holding SA – Statistiques d'exploitation consolidés intermédiaires

Pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre	2020	2019	Variation %
Services d'abonnement			
Maisons raccordables - Réseau Combiné ⁽¹³⁾	3 363 600	3 375 300	— %
Télévision câblée			
Télédistribution de base ⁽⁶⁾	131 400	176 400	(26) %
Télévision premium ⁽⁷⁾	1 691 100	1 705 300	(1) %
Total télévision câblée	1 822 500	1 881 700	(3) %
Internet haut débit			
Internet haut débit résidentiel	1 458 200	1 448 100	1 %
Internet haut débit professionnel	228 300	211 100	8 %
Total internet haut débit ⁽⁸⁾	1 686 500	1 659 200	2 %
Téléphonie fixe			
Téléphonie fixe résidentiel	1 048 000	1 088 600	(4) %
Téléphonie fixe professionnel	136 600	132 600	3 %
Total téléphonie fixe ⁽⁹⁾	1 184 600	1 221 200	(3) %
Unités génératrices totales de revenus ⁽¹⁴⁾	4 693 600	4 762 100	(1) %
Taux d'attrition ⁽¹⁵⁾			
Télévision câblée	8,9 %	9,4 %	
Internet haut débit	8,3 %	9,7 %	
Téléphonie fixe	9,4 %	11,0 %	
Relation client			
Clients triple play	1 089 700	1 117 000	(2) %
Total relations client ⁽¹¹⁾	2 049 100	2 079 000	(1) %
Services par relation client ⁽¹¹⁾	2,29	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) ⁽¹¹⁾⁽¹²⁾	58,2	57,8	1 %

Pour la période de trois mois se terminant le 30 septembre	2020	2019	Variation %
Services mobiles			
Téléphonie mobile			
Postpayé	2 416 600	2 324 800	4 %
Prépayé	405 100	454 100	(11) %
Téléphonie mobile ⁽¹⁰⁾	2 821 700	2 778 900	2 %

Note: Le 1er avril 2020, nous avons cédé notre filiale de câblodistribution luxembourgeoise Coditel S.à r.l., alors en propriété exclusive, à Eltrona et avons acquis la participation de 34% que Post Luxembourg détenait dans cette dernière. À la suite de ces deux transactions, nous détenons à présent une participation de 50% moins 1 part dans Eltrona, qui est le plus grand câblo-opérateur au Luxembourg. Depuis le 1er avril 2020, SFR-Coditel n'est plus consolidée dans nos résultats opérationnels. Par conséquent, nous avons supprimé 47.700 résidences desservies, 9.500 relations clients et 18.500 RGU (télévision : 9.200 RGU, haut débit : 5.500 RGU et téléphonie fixe : 3.800 RGU) de notre nombre d'abonnés consolidés.

5 Telenet Group Holding SA – États financiers consolidés et abrégés intermédiaires (IFRS UE)

5.1 État de résultat global consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au 30 septembre			Pour la période de neuf mois se terminant au 30 septembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Résultat de la période						
Produits	637,9	649,0	(2)%	1 910,1	1 910,6	— %
Charges						
Coût des services fournis	(328,7)	(325,6)	1 %	(1 030,5)	(1 002,7)	3 %
Bénéfice brut	309,2	323,4	(4)%	879,6	907,9	(3)%
Coûts commerciaux et administratifs	(144,2)	(134,8)	7 %	(412,5)	(394,7)	5 %
Bénéfice opérationnel	165,0	188,6	(13)%	467,1	513,2	(9)%
Produits financiers	120,5	119,1	1 %	125,5	40,9	207 %
Produit d'intérêt et de change nets	120,5	0,2	N.M.	125,5	0,7	N.M.
Bénéfice net sur instruments financiers dérivés	—	118,9	(100) %	—	40,2	(100) %
Bénéfice net sur remboursement anticipé de la dette	—	—	—%	—	—	—%
Charges financières	(176,0)	(183,4)	(4) %	(278,8)	(335,9)	(17) %
Charge d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	(49,5)	(180,2)	(73) %	(159,8)	(332,7)	(52) %
Perte nette sur instruments financiers dérivés	(126,5)	—	100%	(103,8)	—	100%
Perte nette sur remboursement anticipé de la dette	—	(3,2)	(100) %	(15,2)	(3,2)	375 %
Produits (charges) financières nettes	(55,5)	(64,3)	(14) %	(153,3)	(295,0)	(48) %
Quote-part du résultat des entités mises en équivalence	(2,0)	(0,2)	900 %	(0,7)	(1,6)	(56) %
Gain (perte) sur la vente (d'actions) d'une filiale	32,8	—	100%	28,5	0,1	N.M.
Bénéfice avant impôts	140,3	124,1	13 %	341,6	216,7	58 %
Charges d'impôts	(27,1)	(37,2)	(27) %	(43,5)	(73,8)	(41) %
Résultat net de la période	113,2	86,9	30 %	298,1	142,9	109 %
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres						
Éléments qui ne seront pas recyclés dans l'état consolidé du résultat						
Réévaluation de passifs/(actifs) provenant de plans de pension à prestations définies, net d'impôts	—	—	—%	(12,5)	—	100%
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	—	—	—%	(12,5)	—	100%
Résultat global de la période	113,2	86,9	30 %	285,6	142,9	100 %
Résultat imputable aux :	113,2	86,9	30 %	298,1	142,9	109 %
Propriétaires de la Société	113,2	86,9	30 %	298,4	142,8	109 %
Intérêts minoritaires	—	—	—%	(0,3)	0,1	N.M.

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de neuf mois se terminant au		
	30 septembre			30 septembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Résultat global de la période, imputable aux :	113,2	86,9	30 %	285,6	142,9	100 %
Propriétaires de la Société	113,2	86,9	30 %	285,9	142,8	100 %
Intérêts minoritaires	—	—	—%	(0,3)	0,1	N.M.
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	109 143 857	110 007 109		109 409 569	110 012 141	
Bénéfice ordinaire par action en €	1,04	0,79	32 %	2,73	1,30	110 %
Bénéfice dilué par action en €	1,04	0,79	32 %	2,73	1,30	110 %
Produits par nature						
Produits des abonnements:						
Télévision câblée	136,6	142,9	(4) %	420,6	430,8	(2) %
Internet haut débit	164,9	163,7	1 %	488,4	486,8	— %
Téléphonie fixe	56,2	54,7	3 %	170,0	164,5	3 %
Produits des abonnements liés au câble	357,7	361,3	(1)%	1 079,0	1 082,1	— %
Téléphonie mobile	114,8	115,1	— %	337,8	332,4	2 %
Total des produits des abonnements	472,5	476,4	(1)%	1 416,8	1 414,5	— %
Services aux entreprises	50,8	49,9	2 %	149,1	152,6	(2) %
Autres	114,6	122,7	(7) %	344,2	343,5	— %
Total des produits	637,9	649,0	(2)%	1 910,1	1 910,6	— %
Charges par nature						
Coûts d'exploitation du réseau	(49,1)	(46,9)	5 %	(149,8)	(148,8)	1 %
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(127,0)	(126,4)	— %	(369,5)	(381,7)	(3) %
Frais de personnel	(64,7)	(63,1)	3 %	(197,9)	(191,5)	3 %
Coûts des ventes et frais de marketing	(23,2)	(20,5)	13 %	(63,2)	(64,9)	(3) %
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(6,8)	(10,3)	(34) %	(21,1)	(27,7)	(24) %
Autres coûts indirects	(24,0)	(22,1)	9 %	(67,5)	(71,5)	(6) %
Coûts de restructuration	(0,3)	(0,2)	50 %	(5,3)	(1,3)	308 %
Ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	—	—%	0,6	—	100%
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	(1,4)	0,1	N.M.	(3,1)	(0,5)	520 %
Rémunérations à base d'actions des administrateurs et des travailleurs	(10,8)	(3,9)	177 %	(18,8)	(10,8)	74 %
Dépréciations	(104,9)	(100,8)	4 %	(318,0)	(309,6)	3 %
Amortissements	(47,3)	(43,2)	9 %	(139,6)	(127,7)	9 %
Amortissements sur droits de diffusion	(12,9)	(23,2)	(44) %	(69,0)	(62,2)	11 %
Dépréciation sur des actifs incorporels avec une durée de vie longue et goodwill	—	—	—%	(21,3)	—	100%
Gain (perte) sur la vente d'actifs	0,6	0,6	— %	3,6	1,6	125 %
Dépréciation sur des actifs corporels avec une durée de vie longue	(1,1)	(0,5)	120 %	(3,1)	(0,8)	288 %
Total des charges	(472,9)	(460,4)	3 %	(1 443,0)	(1 397,4)	3 %

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

5.2 Flux de trésorerie consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de neuf mois se terminant au		
	30 septembre			30 septembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles						
Bénéfice de la période	113,2	86,9	30 %	298,1	142,9	109 %
Amortissements, pertes de valeur et restructurations	166,1	167,3	(1) %	552,8	500,0	11 %
Variation des fonds de roulement et autres	19,9	(4,6)	N.M.	3,6	97,6	(96) %
Impôts sur le résultat	27,1	37,2	(27) %	43,5	73,8	(41) %
Charges d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	(71,0)	180,2	N.M.	34,4	332,7	(90) %
Perte nette (gain net) sur dérivés	126,6	(118,9)	(206) %	103,9	(40,2)	N.M.
Perte (gain) sur le remboursement anticipé de la dette	—	3,2	(100) %	15,1	3,2	372 %
Perte (gain) sur la vente (d'actions) d'une filiale	(32,8)	—	—%	(28,5)	(0,1)	N.M.
Intérêts payés	(81,6)	(96,3)	(15) %	(183,2)	(197,4)	(7) %
Impôts payés	(109,3)	(0,2)	N.M.	(109,8)	(158,5)	(31) %
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	158,2	254,8	(38) %	729,9	754,0	(3) %
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Acquisition d'immobilisations corporelles	(56,8)	(53,5)	6 %	(200,9)	(188,2)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(47,6)	(43,8)	9 %	(135,7)	(100,0)	36 %
Acquisition et emprunts dans des entités mises en équivalence	(3,9)	(0,3)	N.M.	(24,4)	(1,2)	N.M.
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	—	—	—%	(3,5)	(16,0)	(78) %
Produits de la vente d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	27,2	(0,3)	N.M.	28,0	0,9	N.M.
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(81,1)	(97,9)	(17) %	(336,5)	(304,5)	11 %
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Remboursement d'emprunts et autres obligations de financement	(132,9)	(360,1)	(63) %	(465,7)	(739,3)	(37) %
Produits de la levée d'emprunts et autres obligations de financement	91,6	164,9	(44) %	317,0	376,1	(16) %
Rachat d'actions propres	—	—	—%	(34,4)	(101,1)	(66) %
Vente d'actions propres	—	2,7	(100) %	—	46,5	(100) %
Paiement pour des réductions de capital et des dividendes	—	—	—%	(142,3)	—	100%
Paiement pour cessation anticipée d'emprunts et autres obligations de financement	—	(3,2)	(100)	—	(3,2)	(100) %
Paiement de frais de transaction lors de l'émission d'emprunts et compensations pour remboursement anticipé d'emprunts	(0,3)	—	100%	(13,7)	—	100%
Autres	(22,7)	(18,3)	24 %	(71,5)	(34,3)	108 %
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(64,3)	(214,0)	(70) %	(410,6)	(455,3)	(10) %

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de neuf mois se terminant au		
	30 septembre			30 septembre		
	2020	2019	Variation %	2020	2019	Variation %
Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie						
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	71,4	139,5	(49) %	101,4	88,2	15 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	84,2	82,4	2 %	84,2	82,4	2 %
Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	12,8	(57,1)	N.M.	(17,2)	(5,8)	197 %
Adjusted Free Cash Flow						
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	158,2	254,8	(38) %	729,9	754,0	(3) %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	0,8	0,6	33 %	1,7	0,9	89 %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	81,6	54,9	49 %	252,0	171,1	47 %
Acquisition d'immobilisations corporelles	(56,8)	(53,5)	6 %	(200,9)	(188,2)	7 %
Acquisition d'actifs incorporels	(47,6)	(43,8)	9 %	(135,7)	(100,0)	36 %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	(122,1)	(134,7)	(9) %	(329,7)	(314,8)	5 %
Amortissements en capital sur les obligations de location (hors contrats de location liés au réseau)	(11,9)	(8,1)	47 %	(29,5)	(33,5)	(12) %
Amortissements en capital sur les dotations aux contrats de location liés au réseau après acquisition	(7,6)	(6,8)	12 %	(29,3)	(19,4)	51 %
Adjusted Free Cash Flow	(5,4)	63,4	N.M.	258,5	270,1	(4) %

5.3 Bilan consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	30 septembre	31 décembre	Variation
	2020	2019 - Retraité	
Actif			
Actifs non courants :			
Immobilisations corporelles	2 289,0	2 366,8	(77,8)
Goodwill	1 832,9	1 874,1	(41,2)
Autres immobilisations incorporelles	709,6	797,1	(87,5)
Actifs d'impôt différé	210,0	261,4	(51,4)
Participations dans et prêts aux entités mises en équivalence	110,6	16,3	94,3
Autres investissements	6,3	6,1	0,2
Instruments financiers dérivés	67,7	55,3	12,4
Autres actifs	18,4	27,9	(9,5)
Total des actifs non courants	5 244,5	5 405,0	(160,5)
Actifs courants :			
Stocks	32,1	25,2	6,9
Créances commerciales	188,5	204,5	(16,0)
Autres actifs courants	148,4	130,4	18,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	84,2	101,4	(17,2)
Instruments financiers dérivés	32,5	61,7	(29,2)
Total des actifs courants	485,7	523,2	(37,5)
Total des actifs	5 730,2	5 928,2	(198,0)

(en millions €)	30 septembre	31 décembre	Variation
	2020	2019 - Retraité	
Capitaux propres et passifs			
Capitaux propres :			
Capital social	12,8	12,8	—
Primes d'émission	80,7	80,7	—
Autres réserves	676,7	695,7	(19,0)
Perte reportée	(2 136,5)	(2 287,8)	151,3
Réévaluations	(26,0)	(13,5)	(12,5)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	(1 392,3)	(1 512,1)	119,8
Intérêts minoritaires	25,1	25,1	0,0
Total des capitaux propres	(1 367,2)	(1 487,0)	119,8
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financiers	5 016,6	5 206,0	(189,4)
Instruments financiers dérivés	356,0	261,4	94,6
Produits différés	3,5	3,8	(0,3)
Passifs d'impôt différé	128,0	178,7	(50,7)
Autres dettes non courantes	68,3	63,1	5,2
Provisions	15,8	17,6	(1,8)
Total des passifs non courants	5 588,2	5 730,6	(142,4)
Passifs courants			
Emprunts et autres passifs financiers	466,4	527,0	(60,6)
Dettes fournisseurs	215,5	247,7	(32,2)
Charges à imputer et autres passifs courants	407,0	418,4	(11,4)
Provisions	82,3	70,9	11,4
Produits différés	121,8	107,8	14,0
Instruments financiers dérivés	52,4	69,5	(17,1)
Passif d'impôt courant	163,8	243,3	(79,5)
Total des passifs courants	1 509,2	1 684,6	(175,4)
Total des passifs	7 097,4	7 415,2	(317,8)
Total des capitaux propres et des passifs	5 730,2	5 928,2	(198,0)

6 Appendix

6.1 Rapprochement des informations financières publiées et remaniées (non audité)

(en millions €)	Publié					Acquisition De Vijver Media NV, désinvestissement Coditel S.à r.l. et changements liés au résultat comptable IFRS de certains accords de droits de contenu				
	T1 2019	T2 2019	T3 2019	T4 2019	FY 2019	T1 2019	T2 2019	T3 2019	T4 2019	FY 2019
Produits par nature										
Télévision câblée	144,9	143,0	142,9	143,6	574,4	—	(1,3)	(1,3)	(1,3)	(3,9)
Internet haut débit	161,2	161,9	163,7	164,9	651,7	—	(0,2)	(0,3)	(0,2)	(0,7)
Téléphonie fixe	55,6	54,2	54,7	54,5	219,0	—	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,4)
Produits des abonnements liés au câble	361,7	359,1	361,3	363,0	1 445,1	—	(1,6)	(1,8)	(1,6)	(5,0)
Téléphonie mobile	107,2	110,1	115,1	112,3	444,7	—	(0,1)	—	—	(0,1)
Total des produits des abonnements	468,9	469,2	476,4	475,3	1 889,8	—	(1,7)	(1,8)	(1,6)	(5,1)
Services aux entreprises	52,1	50,6	49,9	53,2	205,8	—	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(1,1)
Autres	105,0	115,8	122,7	144,8	488,3	27,5	21,0	—	(0,2)	48,3
Total des produits	626,0	635,6	649,0	673,3	2 583,9	27,5	18,9	(2,2)	(2,1)	42,1
Charges par nature										
Coûts d'exploitation du réseau	(54,3)	(47,6)	(46,9)	(48,1)	(196,9)	—	0,2	0,2	0,4	0,8
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(127,0)	(128,3)	(126,4)	(143,7)	(525,4)	(6,1)	(6,5)	(8,1)	(14,4)	(35,1)
Frais de personnel	(64,5)	(63,9)	(63,1)	(69,6)	(261,1)	(4,9)	(3,5)	0,2	(0,4)	(8,6)
Coûts des ventes et frais de marketing	(23,5)	(20,9)	(20,5)	(31,9)	(96,8)	(2,3)	(1,0)	0,1	0,1	(3,1)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,0)	(8,4)	(10,3)	(10,5)	(38,2)	—	—	(0,1)	0,1	—
Autres coûts indirects	(28,2)	(21,2)	(22,1)	(18,6)	(90,1)	(1,3)	0,1	0,1	0,1	(1,0)
Total des charges	(306,5)	(290,3)	(289,3)	(322,4)	(1 208,5)	(14,6)	(10,7)	(7,6)	(14,1)	(47,0)
Adjusted EBITDA	319,5	345,3	359,7	350,9	1 375,4	12,9	8,2	(9,8)	(16,2)	(4,9)
Marge Adjusted EBITDA	51,0 %	54,3 %	55,4 %	52,1 %	53,2 %					

(en millions €)

	Remanié				
	T1 2019	T2 2019	T3 2019	T4 2019	FY 2019
Produits par nature					
Télévision câblée	144,9	141,7	141,6	142,3	570,5
Internet haut débit	161,2	161,7	163,4	164,7	651,0
Téléphonie fixe	55,6	54,1	54,5	54,4	218,6
Produits des abonnements liés au câble	361,7	357,5	359,5	361,4	1 440,1
Téléphonie mobile	107,2	110,0	115,1	112,3	444,6
Total des produits des abonnements	468,9	467,5	474,6	473,7	1 884,7
Services aux entreprises	52,1	50,2	49,5	52,9	204,7
Autres	132,5	136,8	122,7	144,6	536,6
Total des produits	653,5	654,5	646,8	671,2	2 626,0
Charges par nature					
Coûts d'exploitation du réseau	(54,3)	(47,4)	(46,7)	(47,7)	(196,1)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(133,1)	(134,8)	(134,5)	(158,1)	(560,5)
Frais de personnel	(69,4)	(67,4)	(62,9)	(70,0)	(269,7)
Coûts des ventes et frais de marketing	(25,8)	(21,9)	(20,4)	(31,8)	(99,9)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,0)	(8,4)	(10,4)	(10,4)	(38,2)
Autres coûts indirects	(29,5)	(21,1)	(22,0)	(18,5)	(91,1)
Total des charges	(321,1)	(301,0)	(296,9)	(336,5)	(1 255,5)
Adjusted EBITDA	332,4	353,5	349,9	334,7	1 370,5
Marge Adjusted EBITDA	50,9 %	54,0 %	54,1 %	49,9 %	52,2 %

Information remaniée: Aux fins du calcul des taux de croissance remanié sur une base comparable pour la période de trois mois se terminant au 30 septembre 2020 et la période de neuf mois se terminant au 30 septembre 2020, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA pour (i) inclure les revenus avant acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (consolidé par intégration globale depuis le 3 juin 2019) dans nos montants remaniés, (ii) exclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de notre ancien filiale luxembourgeoise Coditel S.à r.l. (déconsolidé depuis le 1 avril 2020) dans nos montants remaniés et (iii) refléter des changements liés au résultat comptable IFRS de certains accords de droits de contenu pour la période du 1er août jusqu'au 31 décembre dans nos montants remaniés pour la période de trois mois se terminant au 30 septembre 2019 et la période de neuf mois se terminant au 30 septembre 2019 dans la même mesure que le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités et les changements liés au résultat comptable IFRS sont inclus dans et exclus de nos résultats pour la période de trois mois se terminant au 30 septembre 2020 et la période de neuf mois se terminant au 30 septembre 2020. Nous avons reflété le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités dans nos montants remaniés 2019 sur la base de ce que nous pensons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers avant l'acquisition), ajusté pour tenir compte des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables d'acquisition, et (c) d'autres éléments que nous jugeons appropriés. Nous ne modifions pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en œuvre pendant les périodes post-acquisition. Étant donné que nous ne détenons ni n'exploitions les entreprises acquises au cours des périodes de pré-acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à celle postérieure correspondante les montants d'acquisition qui sont inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous nous sommes appuyés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance remaniée ne sont pas nécessairement représentatifs des revenus et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins

du calcul de nos montants remaniés ou des revenus et du Adjusted EBITDA qui se produiront à l'avenir. Les pourcentages de croissance remaniée ont été présentés comme base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable et ne sont pas présentés comme une mesure de notre performance financière pro forma. La croissance sur une base remaniée est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.

6.2 Rapprochement entre le résultat de la période et Consolidated Annualized EBITDA (non audité)

Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Le ratio du levier total net est la somme des emprunts et des dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie ("Dettes Totales Nettes"), comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 septembre 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice de la période annualisé des deux derniers trimestres et de l'Adjusted EBITDA des deux derniers trimestres.

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au		Pour la période de six mois se terminant au	Annualisé des deux derniers trimestres
	30 juin 2020	30 septembre 2020	30 septembre 2020	30 septembre 2020
Bénéfice de la période	31,7	113,2	144,9	289,8
Impôts	10,2	27,1	37,3	74,6
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	(0,9)	2,0	1,1	2,2
Perte (gain) sur la vente (d'actions) d'une filiale	4,3	(32,8)	(28,5)	(57,0)
Charges (produits) financières nettes	103,6	55,5	159,1	318,2
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	193,3	165,6	358,9	717,8
EBITDA	342,2	330,6	672,8	1 345,6
Rémunération en actions	6,2	10,8	17,0	34,0
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	0,6	1,4	2,0	4,0
Coûts de restructuration	4,0	0,3	4,3	8,6
Ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	(0,6)	—	(0,6)	(1,2)
Adjusted EBITDA	352,4	343,1	695,5	1 391,0
Marge Adjusted EBITDA	56,9 %	53,8 %	55,3 %	55,3 %
Marge bénéfice net	5,1 %	17,7 %	11,5 %	11,5 %

6.3 Définitions

- (1) Aux fins du calcul des **taux de croissance remanié** sur une base comparable pour la période de trois mois se terminant au 30 septembre 2020 et la période de neuf mois se terminant au 30 septembre 2020, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA pour (i) inclure les revenus avant acquisition et l'Adjusted EBITDA de De Vijver Media (consolidé par intégration globale depuis le 3 juin 2019) dans nos montants remaniés, (ii) exclure les revenus et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise Coditel S.à r.l. (déconsolidé depuis le 1 avril 2020) dans nos montants remaniés et (iii) refléter des changements liés au résultat comptable IFRS de certains accords de droits de contenu pour la période du 1er août jusqu'au 31 décembre dans nos montants remaniés pour la période de trois mois se terminant au 30 septembre 2019 et la période de neuf mois se terminant au 30 septembre 2020. Nous avons reflété le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités dans nos montants remaniés 2019 sur la base de ce que nous pensons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers avant l'acquisition), ajusté pour tenir compte des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables d'acquisition, et (c) d'autres éléments que nous jugeons appropriés. Nous ne modifions pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en œuvre pendant les périodes post-acquisition. Étant donné que nous ne détenons ni n'exploitons les entreprises acquises au cours des périodes de pré-acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à celle postérieure correspondant aux montants d'acquisition qui sont inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous sommes appuyés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance remaniée ne sont pas nécessairement représentatifs des revenus et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins du calcul de nos montants remaniés ou des revenus et du Adjusted EBITDA qui se produiront à l'avenir. Les pourcentages de croissance remaniée ont été présentés comme base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable et ne sont pas présentés comme une mesure de notre performance financière pro forma. La croissance sur une base remaniée est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (2) **L'EBITDA** est défini comme étant le bénéfice avant les charges financières nettes, la part dans le résultat des participations consolidées par mise en équivalence, les impôts sur le résultat, les amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles et les dépréciations. **L'Adjusted EBITDA** est défini comme étant l'EBITDA avant les rémunérations à base d'actions, des ajustements après la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise et les coûts de restructuration et avant les charges et produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements, réussis ou non. Les charges ou produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements comprennent (i) les bénéfices et pertes sur la cession d'actifs immobilisés, (ii) les frais de due diligence, coûts juridiques, frais de conseil et autres frais de tiers qui se rapportent directement aux efforts de la Société en vue d'acquiescer ou de céder un intérêt de contrôle dans des entreprises et (iii) les autres éléments en rapport avec l'acquisition, comme les gains et les pertes sur le règlement d'une contrepartie conditionnelle. L'Adjusted EBITDA est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable. Le Tableau 1 à la page 19 établit la correspondance entre ce critère et le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (3) Nous entendons par **'dépenses d'investissement à imputer'** les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, y compris les investissements dans le cadre de contrats de location-financement et autres contrats de financement, tels qu'ils sont présentés sur une base d'imputation dans l'état consolidé de la position financière de la Société.
- (4) Le **flux de trésorerie opérationnel disponible** (Operating Free Cash Flow ou 'OFCF') est défini comme étant l'EBITDA ajusté (Adjusted EBITDA) moins les dépenses d'investissement à imputer, comme indiqué dans le rapport financier consolidé de la Société. Les dépenses d'investissement à imputer n'incluent pas la comptabilisation des droits de diffusion pour le football et des licences pour le spectre mobile. Le flux de trésorerie opérationnel disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (5) Il faut entendre par **'Adjusted Free Cash Flow'** le flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies de la Société, plus (i) les paiements en numéraire de dépenses de tiers directement liées aux acquisitions et désinvestissements réussis ou non et (ii) les coûts financés par un tiers, moins (i) les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles des activités opérationnelles poursuivies de la Société, (ii) les remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs, (iii) les remboursements en capital sur les contrats de location-financement (à l'exception des contrats liés au réseau qui ont été repris à la suite d'acquisitions) et (iv) les remboursements en capital sur les contrats de location supplémentaires liés aux réseaux suite à une acquisition, tels que repris, dans chaque cas, dans le tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société. Le flux de trésorerie disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour la capacité de la Société de

rembourser ses dettes et de financer de nouvelles opportunités d'investissement et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.

- (6) Un **abonné à la télédistribution de base** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo analogique ou numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service vidéo de Telenet sans abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. La technologie d'encryptage comprend les smart cards et autres technologies intégrées ou virtuelles utilisées par Telenet pour fournir son offre de services améliorée. Telenet compte les unités génératrices de revenus sur la base du nombre d'immeubles. Un abonné avec plusieurs raccordements dans un même immeuble est donc comptabilisé comme une seule unité génératrice de revenus. Un abonné avec deux maisons qui a, pour chacune de ces maisons, un abonnement au service de télévision câblée de Telenet, est comptabilisé comme deux unités génératrices de revenus.
- (7) Un **abonné à la télévision Premium** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service de télévision câblée de Telenet sur la base d'un abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. Les abonnés à la télévision Premium sont comptés sur la base du nombre d'immeubles. Ainsi, un abonné qui dispose d'un ou plusieurs boîtiers décodeurs et qui reçoit le service de télévision câblée de Telenet dans un seul et même immeuble est en principe compté comme un seul abonné. Un abonné à la télévision Premium n'est pas compté parmi les abonnés à la télédistribution de base. À mesure que des clients Telenet passent de l'offre de base à l'offre Premium de télévision par câble, Telenet fait état d'une diminution du nombre d'abonnés à l'offre de base équivalente à l'augmentation du nombre d'abonnés à l'offre Premium.
- (8) Un **abonné internet** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services internet sur le Réseau Combiné.
- (9) Un **abonné à la téléphonie fixe** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services de téléphonie fixe sur le Réseau Combiné. Les abonnés à la téléphonie fixe n'incluent aucun abonné à la téléphonie mobile.
- (10) Le nombre d'**abonnés à la téléphonie mobile** représente le nombre de cartes SIM actives qui sont en usage, et non le nombre de services fournis. Si par exemple un abonné à la téléphonie mobile dispose à la fois d'un plan data et d'un plan vocal pour un smartphone, cette personne est considérée comme un seul abonné à la téléphonie mobile. Un abonné avec un plan vocal et un plan data pour un smartphone et un plan data pour un ordinateur portable (via un dongle) est cependant compté comme deux abonnés à la téléphonie mobile. Après 90 jours d'inactivité, les clients qui ne paient aucun montant mensuel récurrent ne sont plus repris dans le nombre des abonnés à la téléphonie mobile.
- (11) Une **relation client** est un client qui reçoit au moins un des services télé, internet ou téléphonie fixe de Telenet et que Telenet compte comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la quantité de services auxquels il est abonné. Les relations clients sont en principe comptées sur la base du nombre d'immeubles. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est en principe comptée comme deux relations clients. Telenet ne compte pas comme relations clients les clients qui utilisent uniquement les services de téléphonie mobile de Telenet.
- (12) Le **revenu moyen par relation client** fait référence aux revenus mensuels moyens provenant des abonnements par relation client moyenne et est calculé en divisant les revenus mensuels moyens provenant des abonnements (hors revenus de la téléphonie mobile, services aux entreprises, interconnexion, redevances de transport et distribution, vente de smartphones et frais d'installation) pour la période en question, par le nombre moyen de relations clients au début et à la fin de la période.
- (13) Les **maisons raccordables** sont les habitations, unités d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou unités dans un immeuble commercial qui peuvent, sans extension matérielle de la centrale de distribution, être raccordées au Réseau Combiné. Le nombre de maisons raccordables est basé sur les données du recensement, lesquelles peuvent changer en fonction des révisions de ces données ou sur la base de nouveaux résultats de recensement.
- (14) Une **unité génératrice de revenus** est un abonné individuel à la télédistribution de base, un abonné individuel à la télévision Premium, un abonné internet individuel ou un abonné individuel à la téléphonie fixe. Une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial peut inclure une ou plusieurs unités génératrices de revenus. Si par exemple un client particulier est abonné à l'offre Premium de télévision par câble de Telenet, au service de téléphonie fixe et à l'internet haut débit, ce client représente trois unités génératrices de revenus. Le nombre total d'unités génératrices de revenus est la somme du nombre d'abonnés à la télédistribution de base, à la télévision Premium, à l'internet et à la téléphonie fixe. Le nombre d'unités génératrices de revenus est compté, d'une manière générale, sur la base du nombre d'immeubles, de sorte que pour un service déterminé, un immeuble déterminé ne soit pas compté comme étant plus d'une unité génératrice de revenus. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est par contre comptée comme deux unités génératrices de revenus pour le service en question. Chaque service câble, internet ou téléphonie fixe inclus dans un pack de produits est compté comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la nature de la remise pack ou de la promotion éventuelle. Les abonnés non payants sont comptés comme des abonnés pendant la période au cours de laquelle ils reçoivent un service gratuit par le biais d'une promotion. Certains de ces abonnés renoncent au terme de cette période gratuite. Les services qui sont offerts gratuitement de manière prolongée (p. ex. aux VIP ou aux travailleurs) ne sont, en principe, pas comptés comme unités génératrices de revenus. Les abonnements aux services de téléphonie mobile ne sont pas repris dans le nombre d'unités génératrices de revenus communiqué à l'extérieur.
- (15) Le **taux d'attrition** représente le pourcentage de clients qui résilient leur abonnement. La moyenne mobile annuelle est calculée en divisant le nombre de désabonnements au cours des 12 derniers mois par le nombre moyen de

relations clients. Pour le calcul du taux d'attrition, on considère qu'il y a eu désabonnement dès lors que le client ne reçoit plus aucun service de la part de Telenet et doit restituer le matériel de Telenet. Le passage partiel vers un produit inférieur, ce qui est généralement appliqué pour encourager les clients à payer une facture en souffrance afin d'éviter qu'il soit mis fin à tous les services, n'est pas considéré comme un désabonnement dans le calcul du taux d'attrition de Telenet. De même, les clients qui déménagent à l'intérieur de la zone câblée de Telenet et les clients qui passent à des services supérieurs ou inférieurs ne sont pas considérés comme des désabonnements dans le calcul du taux d'attrition.

- (16) Le calcul du **revenu moyen par abonné à la téléphonie mobile** ne prenant pas en compte les revenus d'interconnexion, concerne le revenu mensuel moyen provenant de la téléphonie mobile par abonné actif à la téléphonie mobile et est obtenu en divisant les revenus mensuels moyens provenant de la téléphonie mobile (hors frais d'activation, produits de la vente de smartphones et frais de mise en demeure) pour une période déterminée par le nombre moyen d'abonnés actifs à la téléphonie mobile au début et à la fin de la période. Pour le calcul du revenu moyen par abonné à la téléphonie mobile prenant en compte les revenus d'interconnexion, on ajoute au numérateur, dans le calcul ci-dessus, le montant des revenus d'interconnexion au cours de la période.
- (17) **Le ratio du levier total net** est la somme des emprunts et dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie, comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 septembre 2020. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent. Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine.
- (18) **Le ratio du levier covenant net** est calculé selon la définition de la Facilité de Crédit Senior 2020 modifiée, c.-à-d. en divisant la dette nette totale (sur base des montants fixés en € comme mentionné ci-dessus), à l'exclusion (i) des prêts d'actionnaires subordonnés, (ii) des éléments d'endettement activés sous les indemnités de clientèle et d'annuités, (iii) de tout contrat de location-financement conclu le 1er août 2007 ou avant cette date, (iv) de toute dette dans le cadre de la location du réseau conclue avec les intercommunales pures, (v) de tout passif lié au financement du vendeur, y compris (vi) le Montant de la Facilité de Crédit Exclu (qui est le plus élevé entre (a) 400,0 millions € et (b) 0,25x de Consolidated Annualized EBITDA), divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres.

Conférence téléphonique pour investisseurs et analystes – Telenet donnera, le 29 octobre 2020 à 15:00h (heures de Bruxelles), un video webcast et une conférence téléphonique sur les résultats financiers pour investisseurs institutionnels et analystes. Vous trouverez les détails et les liens du webcast sur <https://investors.telenet.be>.

Contacts

Relations avec les investisseurs:	Rob Goyens Bart Boone	rob.goyens@telenetgroup.be bart.boone@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 333 054 Téléphone: +32 15 333 738
Relations presse et médias:	Stefan Coenjaerts	stefan.coenjaerts@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 335 006

À propos de Telenet – En tant que fournisseur belge de services de divertissement et de télécommunications, Telenet Group est constamment à la recherche de l'excellence pour ses clients au sein du monde numérique. Sous la marque Telenet, l'entreprise fournit des services de télévision numérique, d'Internet à haut débit et de téléphonies fixe et mobile, destinés au segment résidentiel en Flandre et à Bruxelles. Telenet Group offre également des services de téléphonie mobile sous la marque BASE à l'échelle de la Belgique. Le département Telenet Business propose quant à lui des solutions de connectivité, d'hébergement et de sécurité aux marchés professionnels belge et luxembourgeois. Plus de 3.000 collaborateurs ont un objectif commun: rendre la vie et le travail plus facile et plus agréable. Telenet Group fait partie de Telenet Group Holding SA et est coté sur Euronext Bruxelles sous le symbole boursier TNET. Pour plus d'informations, visitez www.telenet.be. Liberty Global - l'une des entreprises leaders au niveau mondial de la vidéo convergente, de l'Internet haut débit et de la communication, innovant et donnant les moyens à ses clients dans six pays européens de tirer le meilleur parti de la révolution numérique - détient une participation directe de 58,3% des actions de Telenet Group Holding SA (hors actions propres détenues de temps à autre par cette dernière).

Informations complémentaires – Des informations complémentaires concernant Telenet et ses produits peuvent être obtenues sur son site web <https://www.telenet.be>. D'autres informations relatives aux données opérationnelles et financières figurant dans le présent document peuvent être téléchargées dans la partie du site destinée aux investisseurs. Le rapport annuel consolidé 2019 de Telenet ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et des présentations liées aux résultats financiers de la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2020 peuvent être consultés dans la partie du site de Telenet destinée aux investisseurs <https://investors.telenet.be>.

Déclaration de 'Safe Harbor' en vertu du 'Private Securities Litigation Reform Act' américain de 1995 – Certaines déclarations incluses dans le présent document constituent des 'forward-looking statements' (déclarations prospectives) au titre du Private Securities Litigation Reform Act américain de 1995. Des mots ou expressions tels que « croire », « s'attendre », « devoir », « avoir l'intention de », « projeter », « faire dans le futur », « estimer », « position », « stratégie » et expressions similaires identifient ces déclarations prospectives relatives à nos perspectives financières et opérationnelles, nos prévisions de croissance, nos lancements de stratégie, de produits ou de réseaux, et l'impact attendu des acquisitions sur nos activités et performances financières conjoints et sont sujets à certains risques connus et inconnus, incertitudes et autres facteurs qui peuvent avoir pour effet que nos résultats, performances, accomplissements ou résultats sectoriels réels soient significativement différents des résultats envisagés, projetés,

prévus, estimés ou contenus dans les budgets, que ceux-ci soient implicites ou explicites. Ces facteurs comprennent de possibles développements préjudiciables affectant nos liquidités ou résultats opérationnels ; des événements préjudiciables de nature concurrentielle, économique ou réglementaire ; l'impact négatif potentiel de la récente éclosion de la nouvelle pandémie de coronavirus (COVID-19), des paiements substantiels au titre de notre dette et autres obligations contractuelles ; notre aptitude à financer et exécuter notre plan d'affaires ; notre aptitude à générer des liquidités en suffisance afin de procéder aux paiements au titre de notre dette ; les fluctuations des taux d'intérêts et des devises ; l'impact de nouvelles opportunités commerciales nécessitant des investissements préalables significatifs ; notre aptitude à attirer de nouveaux clients et à retenir les clients existants et à accroître notre pénétration globale du marché ; notre aptitude à concurrencer d'autres sociétés de communications ou de distribution de contenu ; notre aptitude à garder les contrats qui sont indispensables à nos opérations ; notre aptitude à répondre adéquatement aux avancées technologiques ; notre aptitude à développer et maintenir des sauvegardes de nos systèmes critiques ; notre aptitude à poursuivre le développement de réseaux, placer des installations, obtenir et conserver les agréments et accords gouvernementaux requis et financer la construction et le développement dans les temps prévus, à un coût raisonnable et à des conditions satisfaisantes ; notre capacité d'influencer ou de répondre de façon efficace à de nouvelles lois ou réglementations ; notre aptitude à procéder à des investissements créateurs de valeur et notre aptitude à maintenir ou augmenter les distributions aux actionnaires dans le futur. Nous ne sommes aucunement tenus d'actualiser les déclarations prospectives contenues dans ce communiqué aux fins de refléter les résultats réels, les modifications aux postulats ou les changements au niveau des facteurs qui influencent ces déclarations.

Information financière – Les états financiers consolidés de Telenet Group Holding de et pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 ont été établis, sauf indication contraire, conformément aux IFRS-UE et peuvent être consultés sur le site internet de la Société.

Critères non-GAAP – 'Adjusted EBITDA', 'Operating Free Cash Flow', 'Adjusted Free Cash Flow' et 'le ratio du levier total net' sont des critères non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Pour les définitions et les rapprochements y afférents, nous renvoyons à la partie 'Investor Relations' sur le site internet de Liberty Global plc (<https://www.libertyglobal.com>). Liberty Global plc est l'actionnaire de contrôle de la Société.

Ce document a été autorisé à la publication le 29 octobre 2020 à 7.00 h, heure de Bruxelles